

Rédaction - Administration :
2, rue Richard Lenoir,
93 100 Montreuil

Tél : 808 00 80 à 84
Télex : PRENO A 211 628 F

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).
Directeur de la publication :
Alain Bobbio.
Numéro de la commission
paritaire : 46 722
Imprimé par Rotographie.

rouge

LUNDI 6
SEPTEMBRE
1976

Belgique 15 FB Suède : 2,25 KR
Portugal : 15 ESC Italie : 300 L
Grèce : 20 DR Suisse : 1 FS

Allez les verts !

C'est un peu comme d'assister à une représentation théâtrale, quand la pièce a été présentée un trop grand nombre de fois et que les acteurs, hier bien dans leurs rôles sont en fait trahis par un jeu qu'ils possèdent trop bien, où aucune place n'est laissée à l'improvisation, au hasard. C'est un fait l'improvisation et le hasard sont exclus des campagnes électorales américaines : comme l'élection proprement dite, fixée une fois pour toute au 2 novembre, l'ouverture de la campagne se fait inévitablement le jour de la fête du travail. Cette année elle tombe le 6 septembre.

Peu importe que la campagne ait été en réalité ouverte depuis des mois, voir des années pour le candidat démocrate Jimmy Carter. Peu importe que des millions de dollars aient été déjà dépensés par l'un ou l'autre parti, pour tenter de s'attirer les faveurs de cette masse mouvante qu'est l'électorat américain. Les éliminatoires sont terminés : la finale peut commencer.

Dans les deux camps les divergences se sont tues. Les prétendants au trône, obligés de faire contre mauvaise fortune bon cœur, sont rentrés dans le rang et ont proclamé leur soutien à celui que leur parti avait désigné. Les divergences entre Ford et Reagan ? Oubliées... Et vous auriez mauvaises grâce à vous en souvenir. Les douze ou treize candidats à l'investiture du parti démocrate ? Vous rêvez... Ils n'ont jamais existé. Le chœur a fini de faire entendre sa voix discordante.

La musique n'est plus là maintenant, que pour soutenir le duo. Tous les feux de la rampe sont braqués sur eux. Ils seront sur toutes les radios, sur toutes les chaînes de télévision. Le répertoire entier y passera ; deux morceaux de bravoure retiendront particulièrement l'attention des spectateurs : la situation économique et sociale et la politique extérieure. Ils donneront lieu à trois grands débats télévisés, sans précédents depuis la confrontation Nixon-Kennedy en 1964.

Sauront-ils faire la différence et emporter la conviction des électeurs. Cette question ne cesse de hanter les deux protagonistes, pour lesquels la phrase de Coubertin (« l'essentiel n'est pas de vaincre mais de participer ») est dénuée de sens. Pourtant au soir du 2 novembre, quand le meilleur aura gagné, l'autre, quel qu'il soit, saura à son tour se faire oublier et n'aura d'autres déclarations que pour vanter les mérites de celui que la « démocratie » aura désigné pour cette « lourde tâche ».

Ainsi le veut la loi du bipartisme. Au delà de l'incertitude que représente encore le nom du vainqueur, il ne reste plus maintenant qu'une seule inconnue qui mobilise l'attention de tous les états majors politiques : combien seront-ils à se laisser prendre au piège de cette démocratie là ?

Julien Tonnac

Lefebvre à Besançon

De l'huile dans les burettes

Lire page 5

A NOS LECTEURS

- Combien vendons-nous de Rouge par jour ?
- Augmenter les ventes, oui mais comment ?
- SOUSCRIRE (encore !), pourquoi ?
- comment s'expliquent les dettes accumulées ?
- faire connaître le journal, comment ?
- De quel matériel sera-t-il possible de disposer pour promouvoir le journal ?
- A quoi sert de contrôler les ventes ? Comment le faire ?
- Mercredi une page entière tachera de répondre à ces questions et à bien d'autres pour lancer une nouvelle campagne de promotion de Rouge.

Mercredi, une grande campagne
« OBJECTIF 77 »

Le premier sommet public d'opposition
depuis la guerre civile réuni à Madrid

UN PARLEMENT FANTÔME

79 partis de l'opposition espagnole se sont réunis samedi à Madrid dans les salons d'un grand hôtel, autour des 15 partis qui constituent la Coordination Démocratique (dont le Parti communiste, le Parti socialiste et la Gauche démocratique - démocratie-chrétienne). Le nombre de formations présentes était censé donner une impression de forces. Mais si 10 partis politiques, et pas un de moins, représentaient la petite île de Majorque le Conseil des forces politiques de Catalogne, qui espère négocier directement son autonomie avec le gouvernement central, avait décidé de s'abstenir.

Le premier sommet toléré depuis 40 ans de l'opposition espagnole, noyé dans les considérations tactiques n'a donc suscité aucun enthousiasme. Il est apparu comme un moyen, utilisé par les groupes modérés, pour faire pression sur les réformes gouvernementales, plus que comme une alternative politique. Les participants ont d'ailleurs renoncé à discuter la composition d'un gouvernement provisoire, il fut seulement envisagé, sans échéance précise, de mettre en place une commission de délégués, chargée « de proposer un projet d'organisation unitaire de l'opposition démocratique au niveau de l'Etat » et de rédiger « un programme politique unitaire de rupture démocratique pour ouvrir une période constituante ».

Saint-Sébastien le 5 sept.
de notre envoyé spécial

Samedi 4 septembre. La vieille ville, dominée par les remparts du Monte Urgul s'anime deux fois par jour. Vers 14 heures et à partir de 19 heures : là tous les pêcheurs et toute la jeunesse se retrouvent à l'heure de l'apéro. Pourtant, ce samedi, les groupes sont plus graves et s'arrêtent un temps devant les affiches fixées aux vantaux de chêne des vieilles demeures. C'est la liste des prisonniers basques encore détenus. Un seul mot d'ordre au bas de l'affiche, qui résume la rage froide que l'on ressent ici devant la « porcherie d'amnistie » de Juan Carlos : « Plus un basque en prison, plus un tortionnaire en Euskadi ». Les affiches tiennent simplement par deux punaises, mais, dans ce quartier, aucune main franquiste ne s'avise de les arracher. Sur les vitrines des commerçants est collé l'appel de toutes les organisations basques (sauf le parti nationaliste - PNV) à manifester dimanche à 13h30 pour l'amnistie totale au parc Aderl Eder.

Dimanche 5 sept. Le lieu et l'heure ont été judicieusement choisis puisque la foule des touristes et des plaisanciers déambule en cette fin de matinée sur la promenade victorienne qui longe le parc et la plage de la Concha. A 13h30 précises, le va-et-vient des promeneurs cesse, et le courant se stabilise dans un seul sens. En quelques secondes, plus de 2000 manifestants se retrouvent au bout de l'esplanade. Un camarade de la LCR-ETA VI lit le communiqué commun des organisateurs, puis le cortège s'élanche à pas rapides dans une rue adjacente. Une ikurrina (drapeau basque) est tendue : « presoak kalera ! » (liberté pour les prisonniers).

Ce n'est qu'après le troisième carrefour que les jeeps de la police parviennent à faire éclater la manif. Mais pendant une demi-heure, les regroupements et les cris continuent dans les venelles de la vieille ville, où les jeeps ont du mal à suivre des gens résolus et qui courent vite.

M.R

1900



« 1900 », de Bernardo Bertolucci, est la traduction racoleuse pour public rétro de « Novecento » qui signifie en réalité « vingtième siècle ». Un film, ou plutôt la moitié d'un film, dont le moins qu'on puisse dire est qu'il fait parler de lui. Et d'emblée, le débat se situe au plus haut niveau. Il ne s'agit pas de discuter le talent de Bertolucci, ses images, sa direction d'acteurs. Quels que soient les reproches adressés à Bertolucci (et ils sont nombreux comme on le verra dans nos contributions page 10 et 11), nul ne peut lui dénier ce mérite : il ouvre superbement, en 1976, un débat sur l'histoire dont l'histoire avait besoin.

Le choix de ce film, le parti-pris dans lequel il s'inscrit ne nous laissent pas indifférents : l'Italie vit aujourd'hui une époque de son histoire qui, en dépit des spécificités de la situation politique et sociale dans la péninsule, apparaît bien pour les révolutionnaires européens comme un enjeu historique.

AFRIQUE DU SUD

La rencontre Kissinger-Vorster à Zürich

Les métis avec les noirs

Les manifestations des derniers jours constituent une brèche dans la politique d'apartheid qui a toujours tenté de différencier la communauté métis de la communauté noire. Le fait que cette rupture se soit produite au Cap n'est pas un hasard. 80 % des métis du pays vivent dans cette province. Issus de mariages entre premiers colons blancs et femmes hottentotes, tribu africaine vivant au Cap avant l'arrivée des blancs à la fin du 17^e Siècle, puis de mariages entre blancs et esclaves africains ou malais, il s'agit là d'une communauté très diversifiée. En outre au terme de la loi, le terme « métis » (coloured) désigne toute personne n'étant ni blanche ni bantoue (africaine), ni dépendante de la communauté indienne de la province du Natal.

La politique des racistes à l'égard des métis a été de les maintenir dans une ségrégation moindre que celles des noirs, pour tenter de s'en faire des « alliés ».

Au nombre de 2 millions et demi (contre 21 millions pour les noirs) ils n'ont pas été soumis à la loi des « bantoustans » (réserves territoriales pour noirs) et bien que placés sous des règles de coercition sociale très strictes, certains d'entre eux parmi les plus aisés ont longtemps nourri l'espoir de se voir intégré à la communauté blanche, allant même jusqu'à s'appeler les « afrikaners marrons ». Leur langue, leur religion, leurs journaux sont d'ailleurs les mêmes que ceux des afrikaners.

Une espérance battue en brèche au fil des années par l'intransigence du gouvernement malgré une opinion blanche, qui selon un récent sondage, était à 57 % favorable à une représentation directe des métis au parlement. Dans ces conditions, il n'y a rien d'étonnant à ce que les métis se soient tournés vers les noirs, que ce soit massivement au niveau de la jeunesse ou même par leaders politiques. Devant ce mécontentement croissant le gouvernement Vorster a nommé une commission d'enquête : la commission Theron.

Mais les conclusions du rapport de celle-ci, même si elles penchent pour une participation directe des métis à l'exercice du pouvoir, continuent à prôner un encadrement strict de leurs activités sociales (mariage, sports, universités, etc.) Aussi dernièrement, un des leaders du parti travailliste (majoritaire dans la communauté métis) David Curry a pu déclarer : « Nous ne sommes pas intéressés par des droits des métis, nous voulons des droits égaux pour tous. L'égalité et rien de moins » (à noter que le président du Parti, le révérend Allan Hendrickse a été arrêté). Avec les affrontements du Cap, la situation est telle que de nombreux observateurs pensent qu'il en est fini du mythe « des métis se tenant aux côtés des blancs contre les noirs ».

F. T.

LE FAUX FACE A FACE

Commencés dimanche, les entretiens Kissinger-Vorster se poursuivent entourés d'un impressionnant battage des mass-média, tendant à présenter les résultats futurs comme spectaculaires et à faire des divergences entre les deux acteurs un antagonisme profond.

Rien de moins faux en l'occurrence, les intérêts secondaires des deux pays convergent vers la sauvegarde de leurs intérêts dans cette région du monde. Dans ce faux face à face, l'objet est de convaincre l'autre d'une démarche d'ensemble, voire s'il le faut d'utiliser pour son argumentation des moyens de pressions comme la baisse du cours de l'or par les Etats-Unis (de 200 à 103 dollars l'once). Côté Vorster il s'agit d'obtenir des garanties financières et

militaires pour l'avenir y compris des pays occidentaux, en arguant de son rôle stratégique. La présence à Zurich, du général Haig, chef des troupes de l'OTAN laisse à penser que Washington ne sera pas insensible au problème.

En déclarant au sujet de la Namibie : « Ce territoire appartient au peuple du sud-ouest africain, et c'est ce peuple qui décidera de son avenir, je le déclare officiellement, même s'il prend une décision qui ne me plaît pas », Vorster montre le bout de son nez et annonce, même s'il ne faut nullement s'illusionner sur les délais, une évolution en discussion de la stratégie sud-africaine. Les jours prochains préciseront sans doute les lignes de force de cette évolution.



Sommet africain à Dares Salam

Forcer la main de l'Afrique du Sud

Pendant que Kissinger rencontre Vorster se tient à partir d'aujourd'hui une réunion de cinq chefs d'Etats africains. Il s'agit de Nyerere (Tanzanie), Kaunda (Zambie), Seretse Khama (Bostwana), Machel (Mozambique) et Neto (Angola). La présence de ce dernier est particulièrement remarquable, puisque c'est la première fois que le chef d'Etat angolais prend part à ce type de rencontre, après la réconciliation opérée entre son pays et la Zambie (elle avait apportée dans le passé son soutien au mouvement fantoche de l'Unita).

Jusqu'à ce jour les rencontres « du club » avaient plus porté sur la situation en Rhodésie : ce fut d'ailleurs à son initiative qu'une union temporaire des nationalistes de ce pays (ZAPU et ZANU) avait pu être obtenue au sein du Conseil National African (ANC-Rhodésie) lequel a depuis éclaté en fractions « extérieure » et « intérieure ». Aussi seront présents à Dar es Salam tous les représentants nationalistes du Zimbabwe, que ce soit les deux

ANC ou les « Forces de Libération du peuple du Zimbabwe ».

Mais les entretiens porteront également, comme à Zurich, sur l'avenir de la Namibie (le président Nujoma de la SWAPO est attendu) et sur le bilan à tirer des derniers événements survenus en Afrique du Sud. Il s'agit en effet de la première rencontre du « club » depuis les massacres de Johannesburg et du Cap.

Il est probable qu'il en sortira une condamnation réitérée de l'apartheid, mais avec la probabilité de la voir assortie de mesures pratiques de rétorsion à l'encontre de l'Afrique du sud.

De fait, les gouvernements noirs, conscients de la situation en Afrique australe, parlent le langage de la fermeté, mais la plupart d'entre eux préfèrent forcer la main des alliés de Vorster que de choisir la voie d'un affrontement délibéré. Dès son arrivée, Kaunda a d'ailleurs donné le ton. D'un côté, il a déclaré que « la Namibie doit être libre, le Zimbabwe doit être libre, l'apartheid

doit être chassé de l'Afrique », mais de l'autre il a dit : « s'ils trouvent une solution (Kissinger-Vorster) je leur en serai reconnaissant, à condition qu'elle soit acceptable par la majorité des populations concernées ».

En brandissant l'épouvantail d'une aide militaire soviéto-cubaine, ou en se déclarant prêt à aider militairement les mouvements nationalistes des trois pays, ces gouvernements jouent plus la carte du chantage même si leurs considérations politiques sont différents (pour la Zambie et le Mozambique par exemple). Cette carte de l'accession des majorités noires au pouvoir, sans précision sur la nature du système économique à venir est, de la part de régime comme celui de Kaunda, un clin d'œil à Kissinger. Car à trop tarder dans la satisfaction des revendications démocratiques des populations noires c'est pour de nombreuses directions modérées courir le risque de voir leurs propres orientations remises en cause dans l'avenir.

Frank Tenaille

3 000 manifes/tants à Zürich

Ce sont plus de 3000 personnes qui ont manifesté tout au long des trois kilomètres parcourus dans le centre de la ville, contre la présence de Kissinger et Vorster en Suisse. Appellée à l'initiative des chrétiens de gauche, de la Campagne anti-Outspan (CAO), du POCH, de la « Confédération de Berne » et de la LMR (Section suisse de la IV^e Internationale), cela représente un réel succès.

Précédent le cortège, un manifestant le visage passé au noir de charbon, tirait enchaîné une charrette sur laquelle un autre manifestant brandissait les noms des principales firmes suisses opérant en Afrique du Sud comme Nestlé, Alusuisse ou Brown-Boveri. Puis de nombreuses banderoles dénonçaient la présence de Kissinger et de Vorster, réclamaient la suppression des relations commerciales, et le boycott de l'Afrique du Sud.

Prenant la parole au cours de l'après-midi, Zola Sonkoxi, représentant de l'ANC sud africain, a déclaré que « la solution des problèmes de l'Afrique du Sud viendra du canon du fusil et non pas des entretiens comme l'ont prouvé les Vietnamiens, les Cambodgiens et les Laotiens ». Plusieurs autres initiatives sont prévues dans les jours suivants.

Correspondant

ESPAGNE

Marcelino Camacho accepte de rencontrer le ministre du travail

Répondant à une proposition du ministre du Travail, M. La Mata, Marcelino Camacho, dirigeant des commissions ouvrières et membre du Comité central du Parti Communiste espagnol, a fait savoir samedi qu'il acceptait de le rencontrer à la tête d'une délégation des commissions ouvrières. Cette entrevue prendra place dans la série des consultations engagées par le ministère du travail auprès des principales organisations syndicales : jusqu'à présent l'UGT (liée au Parti socialiste) et l'USO (d'origine chrétienne qui entretient des rapports avec la CFDT) avaient également accepté la discussion ; seule la CNT (anarchiste s'y refusant). L'ouverture en direction des commissions ouvrières constitue cependant une nouveauté dans l'attitude du gouvernement, qui semblait tout faire pour reconnaître jusqu'à ce jour l'UGT et l'USO interlocuteurs privilégiés et leur permettre ainsi de redresser un rapport de force au sein du mouvement ouvrier trop favorable aux commissions ouvrières. Il est vrai que face à la gravité de la situation et à l'approche d'un automne que tout le monde annonce chaud, plus chaud encore que le printemps, le gouvernement ne peut guère se permettre de loucher, et encore moins d'ignorer les courants les plus représentatifs du mouvement ouvrier.

L'automne plus chaud que le printemps

1/ La congélation des salaires en échec

Le panorama économique de la rentrée sociale est des plus sombres pour la bourgeoisie espagnole. L'hebdomadaire économique *Doblón* constate dans son numéro du 28 août : « si la situation économique se maintient, il est très vraisemblable que cet automne verra les suspensions de paiement et les faillites d'entreprises inonder les tribunaux ». Entre le premier juillet et le 15 août, la dette des banques privées envers la Banque d'Espagne est passée de 71 à 139 milliards de pesetas, elle a donc doublé. Une enquête, commandée en mars dernier par l'association des entreprises de financement met en évidence le manque de confiance des patrons et des secteurs financiers dans l'avenir immédiat : par rapport à l'indice de décembre, le volume des opérations financières avait perdu 75 point sur les biens d'équipement, 19 sur les produits électroménagers et 34 sur les crédits à la consommation.

Or cet automne voit venir sur le tapis, nombre de conventions salariales en litige. Depuis le 1^{er} janvier, 900 conventions ont été signées qui affectent 2.300.000 salariés de plus de 380.000 entreprises. Mais la moitié n'ont pas été homologués, de sorte que plus de 120.000 entreprises, représentant plus d'un million de travailleurs demeurent en conflit. Parmi elles les grosses entreprises de la métallurgie comme Chrysler et Standard électrique, les usines Macosa, Hispano-Olivetti, Seat, Motor-Iberica en Catalogne (où les conventions provinciales du métal, du textile, de la banque, de la construction doivent être également renégociées).

Les exigences des travailleurs seront d'autant plus fortes que l'indice du coût de la vie grimpe en flèche. La loi en vigueur sur les « relations du travail » stipule que le salaire minimum doit être révisé lorsque l'indice augmente de 5 points : il a augmenté de 2,03 % en avril et de 4,58 % en mai, soit plus de 5 % entre avril et juillet.

Dissocier les revendications politiques des luttes ouvrières

Devant une situation aussi grave le patronat s'agite, s'inquiète et demande qu'interviennent au plus vite des solutions politiques permettant de dissocier les conflits économiques des revendications politiques. Autrement dit il voudrait échanger un peu plus de démocratie contre une meilleure compréhension de ses problèmes financiers par le mouvement ouvrier. Les chefs d'entreprises de la métallurgie madrilène ont envoyé en juillet une lettre au gouvernement soulignant que « l'action policière (dans les grèves) ne contribue pas à résoudre les conflits du travail mais plutôt à les envenimer ». Dans une contribution à l'hebdomadaire *Doblón*, Santiago Mostaza, président du syndicat patronal de la métallurgie madrilène, insiste sur le fait qu'il faut distinguer deux types de situations qui se mélangent trop souvent et « conditionnent de façon fondamentale l'attitude des patrons : des conflits dont l'origine ou la cause sont politiques et des conflits dont l'origine ou la cause sont dans les conditions de travail ». Il conclut : « les aspects politiques réclament des solutions politiques, qui en toute logique, relèvent de la compétence gouvernementale ».

Au Pays basque, le patronat se montre encore plus angoissé. Le président des chefs d'entreprises de Guipuzcoa se lamente : « les entreprises ont

épuisé toutes leurs réserves et ne peuvent rien tolérer qui affecte la production ».

Le gouvernement piétine

Si l'inquiétude monte du côté patronal, c'est que l'initiative du gouvernement paraît bloquée. On attendait du Conseil des ministres de rentrée, réuni le 24 août un plan politique. Il n'a abordé que les questions économiques, ce par manque de perspectives plus que par manque de temps. S'il est déjà certain que les dates prévues par le précédent gouvernement pour le référendum en octobre ne pourront être tenues, on ne sait toujours rien des nouvelles dates, ni même des questions précises qui seront posées. Et pour cause : aucun projet de loi électoral n'a encore été rendu public et il serait difficile au gouvernement de prendre position à ce sujet sans avoir résolu au préalable la question des institutions à mettre en place. Personne ne peut même dire qu'il y aura deux chambres ou une seule, combien il y aura de députés et qui les élira...

Le gouvernement piétine. Et le temps presse. La situation actuelle ne peut guère se prolonger sans s'aggraver.

Le gouvernement Suarez devra se retourner vers l'ancien gouvernement d'Arias Navarro, ou s'ouvrir à des personnalités qui prétendent seulement pouvoir assurer un réel dialogue avec l'opposition.

C'est à cette fonction que s'offrent assidument depuis plusieurs mois le leader de la démocratie chrétienne Gil Robles, et surtout le ministre des Affaires étrangères sortant, Arias. Dans le dernier numéro de l'hebdomadaire *Cambio 16*, ce dernier commentait : « dans les années 50 et 60, une stabilisation signifiait des disciplines imposées par en haut... Mais qui peut penser sérieusement aujourd'hui que l'on puisse tenter un blocage des salaires sans s'asseoir à une table de négociation... Sans la coopération du monde syndical, il n'est pas possible de mener à bien aucun programme de stabilisation. Aussi nous revenons à la nécessité du compromis politique comme point de départ. Dans une économie démocratique on peut faire une opération de stabilisation négociée. Mais dans une économie autoritaire, d'inspiration encore franquiste, elle serait impossible, car elle volerait en éclats en peu de temps ».

C'est la voix des intérêts patronaux qui parle à travers lui.

Si l'issue du compromis politique n'est pas en vue, la question du compromis syndical se pose dès maintenant. C'est pourquoi le gouvernement accepte d'ignorer l'officielle CNS (syndicat vertical) en pleine décomposition et commence à se tourner vers les organisations dont les dirigeants étaient emprisonnés il y a encore quelques semaines. Du coup il devient urgent plus que jamais de dépasser la division au sein du mouvement ouvrier, le débat sur la construction d'un syndicat de classe sera le grand débat de la rentrée.

D.B

Demain : A deux mois du congrès des commissions ouvrières, où en est la discussion sur la construction d'un syndicat unique de classe ?

GRANDE BRETAGNE

Ouverture du congrès de la confédération des syndicats britanniques

A la veille de l'ouverture à Brighton du congrès annuel de la Confédération des syndicats britanniques (Trade Union Congress, TUC) sept cents chômeurs, membres du « Right to Work Campaign » (Campagne pour le droit au travail) et soutenus par différentes organisations d'extrême-gauche, dont l'International Marxist Group (section britannique de la IV^e Internationale) ont poursuivi dimanche une marche de protestation de quatre jours, commencée samedi. Les marcheurs ont été escortés samedi soir par 200 policiers jusqu'au camping où ils devaient passer leur première nuit. En mars dernier une marche analogue avait été sauvagement agressée par les policiers alors qu'elle arrivait à Londres. Plus leurs manifestants avaient été blessés et 43 marcheurs arrêtés.



Un million et demi de raisons pour refuser la trahison du Trade Union Congress

De notre correspondant

Au congrès des syndicats (le TUC) de 1975, Len Murray, le secrétaire général du TUC, avait accepté le contrat social et la politique des salaires du gouvernement travailliste. Il avait pourtant déclaré au congrès : « Nous ne pouvons résoudre nos problèmes en laissant s'aggraver le chômage... Le taux actuel est beaucoup trop élevé et il doit être réduit... Si le gouvernement n'attaque pas le problème du chômage, les ouvriers ne feront plus confiance en sa politique... ». Malgré les déclarations pieuses de Len Murray et des autres bureaucrates, ceux-ci ont en fait accepté une des attaques des plus virulentes contre la classe ouvrière depuis la guerre. Le nombre des chômeurs est maintenant officiellement de plus de 1,5 million, et les dépenses publiques seront réduites de 3 000 millions de livres sterling d'ici 78-79.

Depuis le congrès extraordinaire du TUC en juin dernier, où la politique du gouvernement avait été acceptée par une majorité de 17 contre 1, le TUC est de toute évidence, en cette période, un des piliers essentiels du gouvernement et du patronat. Il ne mènera, par conséquent, aucune action qui risquerait de rompre le lien étroit qui existe entre lui, la direction du parti travailliste et le gouvernement. En effet, bien que le TUC soit favorable à la semaine de 35 heures (qui réduirait dramatiquement le chômage), il n'a pris aucune initiative contre les heures supplémentaires et a déclaré qu'il en serait ainsi tant qu'il existerait une politique des salaires ! En fait, la bureaucratie syndicale a réussi à faire accepter par la classe ouvrière les attaques contre son niveau de vie d'une manière convaincante : le nombre de journées de grèves est à son plus bas niveau depuis la guerre.

Il est certain que Len Murray et compagnie ne vont pas changer d'attitude et que les débats et les votes, la semaine prochaine à Brighton, ne vont que cautionner leur trahison. Ceux qui voudront critiquer la ligne de la direction et organiser une opposition de gauche, devront d'abord confronter les mesures anti-démocratiques récemment passées pour contrer cette menace. Ainsi, les délégués au congrès du AUEW (métallurgie) n'ont pas eu la possibilité de voter contre la politique des salaires car le comité central les avait déjà acceptées. Un autre règlement du TUC (Rule 14) menace d'exclusion toute section syndicale qui donnerait son soutien à des organisations ou des sanctions dont la ligne politique serait antagonique à celle du TUC.

Ce sera donc essentiellement en dehors du congrès que la lutte contre les attaques de Callaghan et de Murray vont s'exprimer. Le « Right to Work Campaign » a organisé une marche des chômeurs de Londres. Ils couvriront les 100 km jusqu'à Brighton en 3 jours à pied, feront des meetings en route et participeront aux « lobby » des délégués au TUC. Mercredi, un train spécial quitte Londres pour emmener des manifestants participer à un « lobby » organisé par NUPE (un syndicat des travailleurs municipaux), quelques sections de divers syndicats et le PC (qui a été obligé de mobiliser sous la pression du Right to Work Campaign et des groupes révolutionnaires).

Ces manifestations n'auront de succès que si elles réussissent à transformer la colère envers la trahison de la bureaucratie syndicale, en un mouvement cohérent d'opposition à la politique anti-ouvrière du gouvernement travailliste.

Fred

IRLANDE

Quand les femmes s'en mêlent...



« Il se passe en ce moment en Irlande du Nord un événement important dont les conséquences se répercuteront sans doute longtemps bien au-delà des frontières de ce petit pays. Un déclic historique : « Le réveil des femmes ». Ainsi commence l'article de Yves-Guy Bergès « Quand les femmes s'en mêlent » que publie le « Journal du Dimanche » à propos des « manifestations spontanées » de femmes irlandaises « pour la paix », qui viennent d'ailleurs de rééditer leur opération en manifestant à Londonderry.

L'article quant à lui est digne de figurer dans une anthologie. Qu'on en juge : « ...Les responsables des malheurs actuels de l'Irlande du Nord ne sont ni les « papistes » ni les anglais mais bien les urbanistes du siècle dernier qui, en entassant dans des clapiers humains la main d'œuvre industrielle n'ont pas prévu les stades, les centres d'attraction, les espaces verts nécessaires au défolement de ce peuple explosif. L'origine du mal c'est à l'évidence l'ennui (...) A la guerre les irlandais sont champions (...) Cela commence avec les gamins frondeurs au regard insolent et aux genoux couronnés qui s'étrépent joyeusement à la sortie de l'école (...) Puis viennent les accessoires, les armes et les voitures. Et quand le bolide conduit par l'enfant fou sort de la piste, il mobilise ceux qu'il n'écrase pas. La foule suit les yeux fermés, le joueur de mitrailleuse. Alors la guerre des boutons devient la guerre des moutons (...) C'est ce jeu éminemment viril que les femmes irlandaises contestent aujourd'hui. Il est bien tard. Avant, comme les autres, elles ont joué la carte des Jules. Imitatrices ou soumises. Elles ont fourni à leur mâles des héroïnes, des « Jeannes d'Arc », des « Pasionaria » : la plus connue s'appelait Bernadette Devlin (...) En affirmant leur personnalité, elles témoignent de la fin de la passivité féminine. De leur droit à la parole. De leur égalité (...) Si demain le mouvement s'étendait ? En Argentine, au Liban, en Afrique du Sud ? On peut rêver... La libération de la femme, elle est dans son épanouissement. Elle peut faire la paix comme elle fait l'amour : elle accueille quand l'homme agresse. La tendresse rend tout possible ».

Cela se passerait presque de commentaires. Ainsi voilà le « Journal du Dimanche » soudainement devenu un apôtre de la libération

des femmes ! Ainsi voilà le « Journal du Dimanche » transformé en apôtre de la paix ! Effectivement on peut rêver. Et même, comme le fait Yves-Guy Bergès, prendre ses désirs pour des réalités.

Des milliers de femmes ont manifesté pour la paix. C'est vrai. Encore faut-il préciser qu'elles sont, dans leur immense majorité, protestantes. Et que pendant ce temps-là, des milliers d'hommes, protestants eux aussi, s'activent, s'arment et attendent que l'ennemi — les républicains irlandais — affaiblis par cette campagne d'intoxication, se trouve le dos au mur. Ce ne sera pas pour leur tendre la main. Car quand un combattant se trouve le dos au mur c'est qu'il va se faire fusiller.

Des milliers de femmes ont manifesté pour la paix. C'est vrai. Des milliers d'autres sont restées chez elles, faut de se reconnaître dans un mouvement visiblement inspiré par l'impérialisme britannique et l'extrême-droite protestante. Sont-elles pour autant « passives » comme voudrait nous le faire croire Yves Guy Bergès. Passives ces femmes qui depuis des années participent activement à la défense de leur quartier, pour ne plus être victime de l'apartheid que leur impose la majorité protestante ?

Des milliers de femmes ont manifesté pour la paix ? C'est vrai. Sont-elles pour autant ces femmes libérées que nous présente Yves Guy Bergès. De quelle libération s'agit-il ? « Elles courent un risque. Si elles se mettent en tête de battre l'homme sur son propre terrain, si elles s'arment pour défendre la paix et se déclarent prêtes à mourir, pour la sauver, jusqu'à la dernière, alors elles aussi tomberont dans le piège de l'absurde ».

Des milliers de femmes ont manifesté pour la paix. C'est vrai. Qui ne la désire cette paix ? Est-il un seul homme, une seule femme, dans l'un ou l'autre camp qui ne la désire cette paix ? Ce qui reste à déterminer c'est le prix qu'il faudrait payer, pour, enfin, l'obtenir et en jouir.

La paix à n'importe quel prix ? La cause est entendue pour Yves Guy Bergès qui se garde bien de nous dire qui paiera. Mais qui n'en pense pas moins : il n'y a qu'à voir l'énumération de pays où il nous propose d'exporter cette solution miracle : l'Argentine, le Liban, l'Afrique du Sud... Partout où des hommes, des femmes se battent et meurent pour avoir le droit de vivre libres.

Julien Tonnac

ITALIE

Les prisonniers décident de « se couper du monde »

Quatre cents détenus de la prison de Catane, en Sicile, ont entamé une protestation vendredi en refusant de regagner leurs cellules après l'heure de la promenade. A Gênes des détenus sont montés sur le toit de la prison vendredi dans l'après-midi.

A Milan, les 200 détenus de la prison de San Vittore qui étaient montés sur les toits de l'établissement vendredi, ont accepté samedi de regagner leurs cellules, après avoir obtenu la promesse qu'aucune sanction ne serait prise à leur égard, et que des journalistes eurent été autorisés à

pénétrer à l'intérieur de la prison, pour la première fois au cours de l'un de ces mouvements revendicatifs.

L'un des porte-parole des détenus a indiqué cependant que le mouvement continuait sous d'autres formes. Les prisonniers ont en effet décidé de se « couper du monde ». « Nous ne recevrons plus nos familles, nous n'accepterons plus de paquets personnels, nous n'effectuerons plus aucun travail, nous renoncerons aux consultations avec nos avocats et nous ne nous présenterons plus aux procès tant que nos demandes ne seront pas prises en considération. Si cela ne

suffit pas, les 1800 détenus de San Vittore feront la grève de la faim ».

Dans un document au Chef de l'Etat italien, remis aux journalistes, les détenus expliquent les raisons de leur agitation. Ils réclament l'application des réformes pénitencières et soulignent que souvent des détenus qui ont fait une demande de libération anticipée ont terminé leur peine avant même d'avoir reçu une réponse. Ils demandent en outre l'abrogation de la loi « réale » autorisant un policier à ouvrir le feu lorsqu'il estime l'ordre menacé, ainsi qu'une rencontre avec le ministre de la justice et un parlementaire de chaque parti politique.

Il est incontestable que la position d'Haroun Tazieff sur la Soufrière qui est de résister aux déclarations alarmistes telles qu'a pu en faire le professeur Brousse à la mi-août, a été confirmée par les faits, puisqu'aucune « éruption cataclysmale » (annoncée alors comme imminente) ne s'est produite. Mais il est incontestable aussi qu'Haroun Tazieff manifeste son humeur de façon quelque peu intempestive. N'a-t-il pas déclaré vendredi à l'issue de la conférence de presse précédant son départ de la Guadeloupe : « Quand je pense que j'ai trente ans d'expérience, et que l'on m'oppose des outres gonflées qui ne sont même pas capables de se hisser sur un volcan ! » et, à son arrivée à Paris : « je ne cache pas que Monsieur Brousse ait jamais étudié la moindre éruption de sa vie ».

En tout cas, la prétention initiale de faire étudier et surveiller le volcan par des experts tricolores dont on aurait pu ainsi vanter la compétence au profit de la propagande assimilationniste (mieux que les chinois !), a fait fiasco.

Alors que Monsieur Aurousseau, préfet de la Guadeloupe, déclarait il y a une quinzaine de jours, qu'il n'était pas question d'élargir l'équipe, il faisait peu après appel à une équipe américaine spécialiste de l'étude des déformations de l'écorce terrestre. Ce sont des savants étrangers qui viennent relayer MM. Brousse, Allègre, et Tazieff de retour en France : MM. Machechi, du laboratoire de recherches de Los Alamos, le P^r Minster, simologue français travaillant aux USA, viennent d'arriver, tandis que l'on attend l'arrivée du P^r Kinsley de l'université d'Alaska, et d'un savant soviétique qui tous deux, ont assisté à des éruptions semblables à celles de la Soufrière.

L'appréciation des derniers bulletins scientifiques permet de considérer comme très probable dans les prochains jours une éruption de type de celle qui a blessé légèrement Tazieff le 30 août. Il faut d'ailleurs noter à l'actif du P^r Brousse qu'il avait prévu très exactement cette éruption dans un rapport écrit. La situation reste donc très préoccupante, mais elle ne semble pas justifier le fait que l'on parle à nouveau de nuée ardente comme l'ont fait le P^r Allègre, ou que l'on continue d'employer des expressions ambiguës du type : « c'est le calme avant la tempête ».

Il semble bien que la préfecture opte pour l'hypothèse minimum ou alors, elle nage en pleine inconscience criminelle... Puisque M^r Aurousseau a décidé que les ouvriers agricoles pourront pénétrer, dès 5 h 30 au lieu de 7 h dans la zone interdite. D'autre part, une partie des réfugiés va être transférée à Vieux-Fort, ce village du sud de Basse-Terre, en principe protégé de l'éruption par les monts Caraïbes, qui ne fut pas inclus dans l'ordre d'évacuation générale du 14 août, évacué par la suite, puis réouvert à la population.

Non contents d'avoir subi toutes ces allées et venues, de vivre isolés dans un cul de sac et d'être ravitaillés difficilement par mer, les 1500 habitants de Vieux-Fort devront donc accueillir 5000 réfugiés. A quoi sert ce nouveau déménagement provisoire et cet entassement... sinon sans doute à dégager quelques écoles avant le 15 septembre ? On déplace une nouvelle fois les gens alors qu'on a refusé au vice-recteur l'achat de structures gonflables pour faire la classe, et que les logements promis ne sont pas encore en chantier.

M. Verdi

SOUFRIERE LE CHAUD ET LE FROID

Echec d'un détournement d'avion

C'est dimanche dans l'après-midi qu'a pris fin le détournement du DC-9 de la compagnie hollandaise KLM. Les auteurs du détournement se sont rendus aux autorités chypriotes grecques en présence de « Zacharia » représentant de l'OLP à Nicosie. L'avion qui avait à son bord 79 personnes avait été détourné dans la nuit de samedi à dimanche peu après son décollage de Nice par trois hommes qui ont fait savoir aux autorités israéliennes que s'ils n'obtenaient pas la libération de huit fédératives détenus en Israël ils feraient exploser l'appareil au-dessus de Tel Aviv.

Il s'agissait de Koso Akamodo, Adel Saad, Fadel Belnaoui, Yussef Adjouni, Samir Darwiche, Willian

Nassar, Mustapha Khamis et Mgr Capucci archevêque grec catholique de Jérusalem. Suite à cet ultimatum les autorités israéliennes refusant de céder, avait fait en sorte que l'avion ne puisse pas se poser sur l'aéroport de Lod.

Après avoir volé sur Tel Aviv en épuisant ses réserves de carburant l'avion a fait route vers l'aéroport de Lanarca. A partir de son atterrissage, le représentant de l'OLP (qui avait condamné l'action) était rentré en contact avec le commando de même que l'ambassade de Lybie. Les auteurs du détournement ont quitté l'aéroport avec le chef de la police chypriote grecque pour une destination inconnue.

Après une nouvelle messe provocation à Besançon

Mg^r LEFEBVRE VA-T-IL SE CALMER ?

Il a récidivé, mais sur un mode mineur. De plus il n'a pas fait recette. Marcel Lefebvre, évêque suspendu de son état et terreur des palais des sports sévissait hier à Besançon devant 2 500 personnes. L'homélie qu'il a prononcée au cours de la messe donnée par l'abbé Groche-Michaud, son ancien chauffeur-secrétaire, était en net retrait par rapport au retentissant discours de Besançon.

Après avoir renoncé à prononcer ses messes en Belgique et en Hollande, l'évêque Lefebvre laisse entrevoir une possibilité de réconciliation avec le Vatican.

Malgré la relative prudence des propos tenus, la messe de dimanche, Besançon, nouveau show de Monseigneur Lefebvre, est restée une provocation de taille face à l'autorité pontificale et pontifiante du Vatican. C'est un prêtre suspendu, tout comme Lefebvre, qui a dit la messe. Ce sont 2500 catholiques traditionalistes seulement qui ont applaudi à tout rompre l'arrivée du prélat contestataire... mais 2500 catholiques tout de même. La publicité faite à ces messes-meetings interdites à Paul VI de garder trop longtemps le silence. Personne ne croyant très sérieusement à sa volonté de paix à l'égard de l'évêque schismatique, sa crédibilité de chef incontesté de l'Eglise reste en cause.

Pas d'ambiguïté

Les propos même de Marcel Lefebvre, s'ils sont en retrait sur ceux de Lille, ne laissent guère planer d'ambiguïté sur sa détermination de rester sur ses positions fondamentales. Il n'a plus fait l'apologie du régime argentin, il n'a plus parlé des « batards » de l'Eglise post-conciliaire, il ne s'est pas scandalisé une nouvelle fois de l'« union adultérine de l'Eglise et de la révolution », mais il a bien expliqué qu'il continuerait son combat « aussi longtemps que Dieu lui en laisserait la force ». Evoquant quelques « échos conciliateurs » venus du Vatican il a tenu à préciser qu'il était prêt, bien sûr, à aller s'agenouiller au pied du « Saint Père » (un « franc-maçon », pourtant, comprenez qui pourra dans cette histoire de fous !). « Mais non pas pour lui dire : très saint père, dites moi d'être protestant et je serai protestant ». « Ça, jamais ! » a ajouté Lefebvre dans un beau mouvement de menton.

Un met de l'huile dans les burettes, mais on ne joue pas les brebis égarées. Le recul touche la forme, pas le fond. Le schisme est toujours latent et Paul VI ne sait toujours pas quoi faire. Des tractations sont à l'évidence en cours. A cette diplomatie particulière, excellent, croit on savoir, les émissaires du Vatican. Mais là, l'adversaire est de taille : en clair il veut bien aller s'agenouiller à Rome, mais à la condition que ce soit le Pape qui donne des garanties et aille à Canossa.

Une provocation pour le mouvement ouvrier

Reste que ce scandale dépasse un peu le cadre des diseurs de messe. On sait depuis Lille que les messes de Lefebvre n'ont pas seulement à voir avec le culte. Lille fut avant tout la plus grosse manifestation réalisée par l'extrême-droite depuis bien longtemps. A Besançon,



« La présence de Lefebvre à Besançon est une provocation »

Le comité de soutien à la lutte du peuple argentin, soutenu notamment par la Ligue Communiste Révolutionnaire, le Parti Socialiste Unifié et le parti communiste Révolutionnaire s'est élevé dimanche dans un communiqué, contre la « provocation » que constitue la présence de Mgr Lefebvre le 5 septembre à Besançon, où est installé l'usine Lip, haut lieu de « combativité ouvrière » et contre sa déclaration Lille, le 29 août, dans laquelle « il donne en exemple le régime fasciste qui fait régner la terreur en Argentine ».

la messe-meeting avait bel et bien les allures d'une provocation à l'égard du mouvement ouvrier. Et ceux qui criaient « *Le fascisme ne passera pas* » à la sortie de la messe ne s'y sont pas trompés. Pas plus d'ailleurs que le service d'ordre particulièrement musclé du bon samaritain.

Le maire de Besançon, Minjot (PS) n'avait pas cru bon d'interdire cette démonstration qui, plus qu'une messe était une manifestation. Et

cela malgré les réserves de son propre parti et de la section locale du PSU qui avait précisé dans une déclaration que, selon elle, l'initiative de Lefebvre avait un « caractère fasciste ». Le mouvement ouvrier ne saurait évidemment tolérer que les querelles internes de l'Eglise donne prétexte à des apologies de régimes dictatoriaux. Le sabre et le goupillon : une alliance pas assez vieille pour être déjà oubliée.

J.F.V

Armée

Après la mort de Patrick Morvant

L'armée acquitte le bouc émissaire

C'est le 3 septembre, au TPFA de Lille, que s'est close (en principe) l'affaire Patrick Morvant, cet appelé du 129^e RI de Constance trouvé mort, le 18 juillet 1973, dans une chambre de l'infirmerie de sa garnison.

Les parents de Patrick ne se sont jamais satisfaits des informations données par les autorités militaires. Elles tiennent en quelques mots, ceux du télégramme reçu quelques jours après le décès : « Mort subite, cause inconnue. Etait admis à l'infirmerie de garnison le 17 juillet pour réaction locale vaccination anti-variolique ».

Cause inconnue ? Pas tant que ça. L'appelé Morvant en arrivant à sa caserne était porteur d'un certificat de son médecin traitant, attestant que toute vaccination anti-variolique était formellement contre-indiquée, compte tenu de l'état exzémateux de son client. Les autorités militaires ont eu connaissance de ce certificat dès les premiers jours, une lettre du colonel Henry, alors commandant du 129^e RI l'atteste.

Le secret de l'instruction

On devine la suite. Face aux questions des parents, la hiérarchie militaire n'a cessé de se retrancher derrière le secret de l'instruction, de refuser obstinément de transmettre

les photocopies des résultats de l'autopsie, les éléments du dossier médical. Bourges et Bigeard, ces derniers mois ont affirmé qu'aucun des examens pratiqués n'avait apporté d'« éclaircissements » sur la cause exacte du décès.

C'est donc après 3 ans de démarches des parents, de questionnement des élus de Loire-Atlantique — d'où Patrick est originaire — que l'affaire est enfin passée devant un Tribunal. Un tribunal militaire, bien sûr. L'aspirant médecin M.G., actuellement interne dans un hôpital du nord y était inculpé d'homicide involontaire. Il était simple appelé en 1973. Au moment des faits, il était seul responsable — en tant qu'étudiant en médecine — de la vaccination de 200 jeunes in-

Dans une interview au « Nouvel Observateur »

Elleinstein va toujours « plus loin »

« Sans toucher au Pacte atlantique, ni au Marché commun, ni à la construction européenne... »

Dans un interview au « Nouvel Observateur » dans le cadre de la présentation de son nouveau livre (« le PC »), le professeur Elleinstein va « plus loin ».

Il se félicite de la « position relativement originale » que la France doit « à la politique de défense suivie par les gouvernements qui se sont succédés depuis 1963 » et s'empresse de préciser que « la gauche » ne renoncera pas à la force de frappe et à l'armement nucléaire et qu'elle ne touchera pas au Pacte Atlantique, ni au Marché commun...

Un des éléments de l'argumentation d'Elleinstein, c'est que la France s'est retirée de l'organisation militaire intégrée à l'OTAN depuis 1963. Oubliant que Marchais lui-même a fait campagne l'an passé en s'appuyant sur de multiples faits précis pour montrer que la France de Giscard ré-intégrait de fait l'OTAN, omettant de préciser toutes les implications militaires, économiques et politiques du Pacte Atlantique comme instrument de l'impérialisme... N'est-ce pas le fameux « complot de Porto-Rico » qui illustre le mieux la politique des signataires du pacte Atlantique, des constructeurs du Marché Commun européen... ?

Pour le compromis historique

Mais peu importe à Elleinstein : après Cunhal, Carillo et Berlinguer le voilà qui prend position pour le compromis historique à l'échelle de l'Europe. Il dit aux dirigeants américains : « nous ne toucherons à rien, cessez donc de craindre l'arrivée de « la gauche » au pouvoir. Partout la politique des PC s'aligne sur les mêmes thèmes : le PCF, après les

autres, accepte l'Europe, et le Pacte atlantique. Au nom d'une « spécificité nationale » qui correspond à l'héritage du gaullisme... »

Dans la même interview, Elleinstein s'en prend au « gauchisme politique », organisé, de la Ligue au PSU, pour le trouver « très dépassé » et « marginal ». Il regrette seulement que « les gauchistes » prennent des militants au PCF... Elleinstein ne devrait pas s'en étonner, car il y a beaucoup de jeunes et d'ouvriers en France qui se refusent à trouver « très dépassée » la lutte contre l'OTAN, contre le Pacte Atlantique et contre l'Europe des trusts. Ces militants-là n'iront pas au PC et loin de tomber dans le « passisme » et « l'exotisme » que leur promet Elleinstein, leur combat prendra une vigueur et une actualité dont le PCF deviendra de plus en plus incapable.

Qui est « passiste » ?

Ainsi, Elleinstein qui fit une abondante critique du stalinisme n'en a compris ni les aspects fondamentaux ni la politique. Le stalinisme, c'est aussi la « théorie » de la « construction du socialisme dans un seul pays » et de la « révolution par étapes », c'est la politique des « fronts populaires » c'est-à-dire de la subordination des intérêts de la classe ouvrière aux alliances avec la bourgeoisie, c'est le « statu quo » international par la négociation avec l'impérialisme sous couvert de « coexistence pacifique »... Toutes ces « théories » passistes sont aujourd'hui largement prises en compte par Monsieur Elleinstein et par les Berlinguer et autres Carillo dont il se réclame.

corporés. Ce jour là, le médecin chef du régiment et son remplaçant étaient en permission.

M.G. a bien vu le certificat présenté par Patrick Morvant. Il n'y a lu qu'une contre-indication temporaire, valable uniquement en période de crise aiguë. Un colonel, par ailleurs médecin, a justifié à l'audience le bien fondé de ce raisonnement. Le même a expliqué que selon lui les « erreurs et négligences » qui ont entouré l'autopsie interdisent d'imputer au vaccin l'état anormal des viscères de Patrick Morvant constaté après sa mort. M.G. a donc été acquitté.

Les absents

C'est sans doute justice. Il n'était en cette affaire que le bouc émissaire de ses supérieurs. Absents de la caserne le jour de la vaccination, le médecin-chef et son assistant étaient aussi absents au Tribunal. Leurs collègues militaires n'avaient pas jugé utile de les citer à comparaître. Entre gens d'une même mafia, on ne se fait pas des choses pareilles.

Pourtant c'est là que se situent les responsabilités. Pas seulement celle de cette autopsie entourée d'« erreurs et de négligences ». C'est en effet au premier jour de l'incorporation que le médecin chef, et également le chef de corps, ont eu connaissance du certificat médical de Patrick Morvant. Il était sans ambiguïté : « Contre-indication formelle et définitive à une vaccination anti-variolique en raison de réaction exzémateuse ».

Vaccinations forcées

Le refus de prise en compte de cet avis s'est soldé par la mort de Patrick Morvant. Après le jugement du TPFA de Lille, cette affaire reste plus que jamais un scandale. Et un scandale d'autant plus grand que la pratique des vaccinations forcées reste monnaie courante dans les casernes. Tout le monde sait qu'elles sont à l'origine de nombreuses méningites mortelles. Les autopsies à la mode militaire permettent en général de maquiller les causes réelles du décès. Après Lille, l'armée reste en procès.

J.F.V.

NON AU SUPER IMPÔT !

● Une réunion CGT-CFDT est prévue pour ce matin

Les modalités du « super-impôt », première trouvaille anti-ouvrière du gouvernement Barre, ne sont pas encore connues dans le détail, mais d'ores et déjà une chose est certaine : il s'agit d'une offensive contre le pouvoir d'achat camouflée en croisade de « solidarité nationale ».

La CGT a rappelé sa position à l'issue de la réunion de sa commission exécutive qui s'est tenue vendredi dernier à Montreuil. Elle réaffirme « son soutien aux petits et moyens agriculteurs sinistrés ». La CGT poursuit le communiqué, « s'est prononcée pour la réalisation d'un vaste effort de solidarité nationale envers eux. Elle a proposé plusieurs solutions de financement, en particulier la taxation des profits des trusts agro-alimentaires, des fortunes accumulées par les spéculateurs et l'intervention du Fonds d'aide du Marché Commun. Au lieu de prendre l'argent où il n'y en a le plus, le gouvernement frappe à nouveau les salariés, la catégorie sociale la plus lourdement imposée, c'est-à-dire les principales victimes de l'inflation, de la politique d'austérité, du chômage ».

Elle faisait également savoir

qu'elle avait « écrit à toutes les autres organisations syndicales : CFDT, FEN, FO, CGC, CFTC, pour leur proposer une rencontre dans les plus brefs délais en vue d'appeler l'ensemble des travailleurs à la vaste action d'ampleur nationale qui s'impose ».

La CFDT : pas de simple front du refus !

A cette proposition, la CFDT répondait vendredi en fin d'après-midi à l'issue d'une réunion de sa commission exécutive, en affirmant qu'elle « ne saurait accepter de participer à un simple front de refus de l'impôt ». Expliquant que pour elle « une action de masse consciente sur une base anti-capitaliste est toujours préférable à un simple rassemblement de mécontents », elle en concluait : « La CFDT

maintient ses propres propositions d'action », et poursuivait en expliquant : « d'ores et déjà les organisations CFDT agissent dans les entreprises et dans les branches », et que la CFDT préparait « dans l'unité la journée d'action du 23 octobre contre le chômage et pour le droit à l'emploi ».

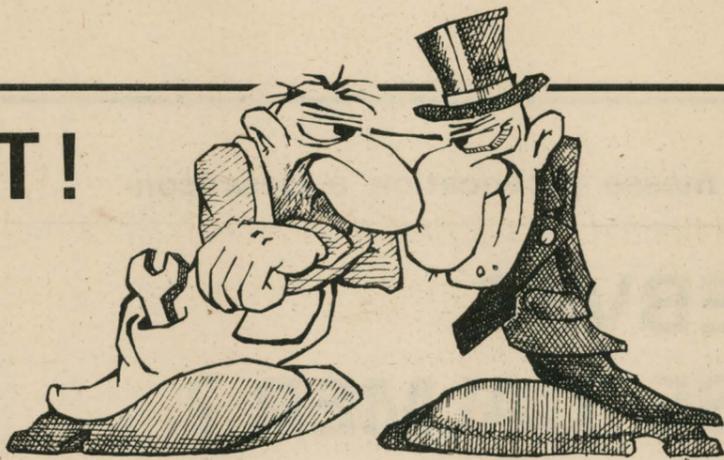
De son côté la FEN se contentait de déclarer prudemment qu'elle n'était « pas opposée par principe à une rencontre commune (avec les autres syndicats) pour discuter de la situation » mais que cette réunion « ne saurait préjuger de la suite à donner ».

Des divergences réelles

Enfin, on apprenait samedi qu'une rencontre CGT-CFDT était finalement prévue pour ce lundi matin. La CGT, tout en se félicitant

de « retentissement nationale de sa proposition », a critiqué la prise de position de la CFDT : « La façon dont il a été généralement rendu compte de la réaction de la CFDT, a expliqué Georges Seguy, pourrait laisser supposer que, de la même façon que Bergeron, elle serait hostile à notre proposition d'unité d'action (...) Pour peu que nos camarades de la CFDT relisent attentivement les termes de notre lettre, ils constateront que ce que nous leur proposons correspond exactement à ce qu'ils déclarent souhaiter. Les rendez-vous déjà pris permettront de le démontrer ».

Les résultats de la réunion d'aujourd'hui devraient permettre de juger qu'elles sont les divergences réelles entre différents syndicats et la nature exacte des propositions d'action qui seront faites.



notes politiques

Le projet de péage sur l'autoroute abandonné ?

D'après M. Guy Poussy, membre du comité central du PCF et conseiller général du Val de Marne, le projet de péage sur l'autoroute A4 aurait été abandonné. Ce projet de péage aurait pénalisé les utilisateurs banlieusards et aurait été un premier pas vers l'installation de péages aux portes même des grandes villes. Une vive réaction de la part des élus du Val de Marne et de sa population avait eu lieu obligeant même les travaux à s'arrêter. « Cette victoire ajoute M. Poussy, confirme que par sa lutte il est possible de faire reculer le pouvoir giscardien ». Ce n'est qu'un début...

Le mouvement « Action Pied-Noir » revendique l'attentat contre le PDG d'une société viticole corse

Le mouvement « Action Pied-Noir » a revendiqué l'attentat commis contre M. Borghetti le PDG de la société viticole Mattei Cap Corse. Une charge de plastique de 1,5 Kg était dissimulée sous sa voiture et a explosé en endommageant des bâtiments secondaires de la résidence du PDG. M. Borghetti est une personnalité connue dans le monde viticole corse. Ancien trésorier payeur de la Régie Renault, écarté, dit-il lui-même, par le gouvernement pour ses opinions autonomistes (Cf Rouge 1er juin et suivants), il avait pris la tête de la société Mattéi, une des seules sociétés vinicoles corses, qui puisse faire face au cartel des sociétés dirigées par des « pieds-noirs », qui se retrouveraient tous au banc des accusés en juin dernier pour faillite frauduleuse (affaire Depeille-Covirep). M. Borghetti avait aussi racheté le domaine de Samuletto, qui dispose d'une cave située en face de celle de Cohen-Skalli plastiquée le 22 août dernier par un commando dirigé par Max Siméoni.

L'inspecteur jouait au shériff

Les obsèques de l'inspecteur Damour qui a été assassiné sur le seuil de son appartement, auront lieu cet après-midi. Les enquêteurs, qui ne disposent pas de piste sérieuse pour identifier le meurtrier, fouillent la vie privée de la victime. A Lunel, les langues commencent à se délier sur la véritable personnalité de celui qui aimait qu'on l'appelle « Dario Moreno » ou, mieux, « l'ami public numéro un ». En fait, les Lunellois le surnommaient « le Shériff », depuis qu'il avait pris l'habitude de faire des descentes dans les grands bars de la ville en exhibant son arme et en criant « haut les mains » à la cantonnade. L'inspecteur Damour avait exercé aussi ses talents à Marseille et à Nice et ce serait pour le mettre au vert que l'on avait décidé sa mutation à Lunel. Ironie du sort ou symbole, le « shériff » a été abattu avec un Colt Frontière qui est une arme de western.

A propos d'un article paru dans « Lutte Ouvrière »

Comment combattre les illusions ?

Voici ce qu'écrit « Lutte Ouvrière », sous le titre « A propos d'un communiqué de la LCR », dans le dernier numéro de son hebdomadaire

Dans un communiqué publié au lendemain de la crise gouvernementale, la Ligue Communiste Révolutionnaire, après avoir dénoncé le régime de Giscard et les mesures d'austérité, poursuit : « Dans une telle situation le PC et le PS devraient, sans attendre 1978, se porter candidats au gouvernement. La majorité des travailleurs le demandent ».

Nous ne savons évidemment pas dans quelle mesure le communiqué a été tronqué, ni même s'il l'a été. Nous ne savons pas, en particulier, si la Ligue a parallèlement mis en garde les tra-

vailleurs contre le rôle que la gauche sera amenée à jouer au gouvernement.

Mais y a-t-il une façon plus claire de cautionner, par avance, la politique de la gauche réformiste, qui ne serait appelée au gouvernement, surtout avant les législatives, que pour prendre les mesures anti-ouvrières que la droite est moins apte à faire passer ? Le rôle d'une organisation révolutionnaire n'est pas de semer des illusions au sujet d'une alternative de gauche pour la bourgeoisie, mais de la démasquer aux yeux des travailleurs.

La LCR est tout à fait d'accord avec les camarades de Lutte Ouvrière : « Le rôle d'une organisation révolutionnaire n'est pas de semer des illusions au sujet d'une alternative de gauche à la bourgeoisie, mais de la démasquer aux yeux des travailleurs ». Mais tout le problème est de savoir comment ?.

En se contentant de dénoncer la politique des directions réformistes et en appelant à construire le parti révolutionnaire ? Cela est certes nécessaire, mais en rester là c'est oublier que la grande majorité des travailleurs n'apprend que par l'expérience.

Or, pourquoi les travailleurs font-ils encore majoritairement confiance aux partis historiquement faillis que sont le PS et le PC ? C'est qu'ayant l'illusion d'un changement de politique sans bouleversement de société, ayant l'espoir d'une transformation progressive, pacifique, de la société, ils voient à cette fin, dans le PS et le PC, les outils apparemment les plus efficaces. Mais alors que, pour les travailleurs, il s'agit réellement de changer de politique et de transformer la

société, pour les directions du PS et du PC, il s'agit seulement d'appliquer une politique similaire avec « un consensus social » et de « démocratiser » l'Etat bourgeois, en collaboration avec la bourgeoisie elle-même.

Deux dangers symétriques

Aussi, pour les révolutionnaires, il est deux dangers symétriques. Un danger opportuniste, à ne voir que des illusions et les espoirs des masses dans l'unité du PS et du PC, malgré la politique ouverte de collaboration et de division des directions (danger qu'illustre l'orientation actuelle du PSU). Un danger sectaire à ne voir que la politique des directions réformistes sans tenir compte des aspirations réelles des masses qui leur font encore confiance (danger que semble illustrer Lutte Ouvrière).

Dès lors, s'ils refusent cette double impasse, les révolutionnaires doivent à la fois aider les masses à lutter et s'organiser en poussant de

l'avant leurs partis traditionnels et dénoncer concrètement la politique de collaboration de leurs directions. Ainsi les révolutionnaires doivent montrer comment un gouvernement PS-PC peut être un débouché politique aux luttes si face à la politique d'austérité du gouvernement les organisations syndicales et politiques œuvrent ensemble à une riposte aux objectifs unitaires (tels que la semaine de 35 heures, les 2 300 F minimum, les 300 F pour tous, l'échelle mobile, la nationalisation des entreprises qui ferment avec maintien des avantages acquis, etc).

Un gouvernement PS-PC » A quelles conditions ?

En faisant cela, nous répondons aux travailleurs qui savent à la fois que les luttes isolées ne suffisent pas et que les luttes d'ensemble supposent un affrontement gouvernemental. Nous devons montrer à quelles conditions un gouvernement PS-PC pourrait ouvrir la voie au pouvoir des travailleurs :

- en rompant avec les partis bourgeois, à commencer par les radicaux et les UDR dits de gauche.

- en rompant avec les institutions à commencer par la constitution de 1958 qui permet légitimement à Giscard de rester président et de dissoudre à sa guise le Parlement.

- en s'appuyant sur le mouvement des masses, notamment en favorisant le contrôle ouvrier.

- en s'opposant au complot économique et militaire de la bourgeoisie française et internationale.

En faisant cela nous ne faisons que traduire explicitement ce que pensent les millions de travailleurs qui accordent leurs voix au PS et au PC non pas pour l'application du Programme commun ou du programme de François Mitterrand, mais pour que ça change vraiment.

Rompres avec la bourgeoisie

En effet, sans pour autant adopter l'intégralité du programme révo-

lutionnaire, les travailleurs attendent du PS et du PC au gouvernement qu'ils rompent radicalement avec la bourgeoisie et s'appuient sur le mouvement des masses. C'est en luttant avec eux dans cette voie que les révolutionnaires montreront concrètement l'impasse réformiste qui mène au Chili ou au Portugal et construiront une solution révolutionnaire crédible. C'est pourquoi, dès aujourd'hui, nous devons montrer aux travailleurs que même si le PS et le PC sont contraints sous une pression plus forte d'aller plus loin qu'ils ne le veulent, ils ne sont en aucune façon, prêts à s'engager vers le pouvoir aux travailleurs.

Bonnet blanc et blanc bonnet

Or quelle meilleure leçon pour les travailleurs que de voir le PS et le PC renoncer au fil des jours à leurs propres affirmations ? De voir le PS et le PC, hier, après la victoire aux cantonales, demain, après la même victoire aux municipales, se refuser à organiser les luttes revendicatives et à réclamer des élections anticipées, de peur de bousculer le jeu institutionnel de la V^e République. Alors même qu'en licenciant Chirac, Giscard se met en première ligne, Mitterrand réaffirme de plus en plus nettement qu'il est prêt à devenir son premier ministre si la gauche l'emporte en 1978, c'est-à-dire si la majorité des électeurs condamne la politique de Giscard !

Quel slogan pourrait alors être mieux compris des travailleurs que cette accusation lancée par les révolutionnaires : « Vous êtes majoritaires, prenez le pouvoir ! Pleins pouvoirs ! Sans Giscard, ni ministres bourgeois ! ». Lutte Ouvrière propose-t-elle de dire aux travailleurs : « Giscard et Mitterrand c'est bonnet blanc et blanc bonnet ! Alors pourquoi vouloir les séparer ? ».

R. Yvetot

Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

LIP

« Le rôle de la structure syndicale devrait être prépondérant dans la coordination des luttes »

une nouvelle réunion de la coordination est prévue pour la fin de la semaine

LIP-UNITE N°4 vient de sortir. Dans ce numéro centré sur la coordination des luttes, articles émanant des entreprises en lutte sur l'emploi : Imro, Caron-Ozanne, Cip, Descombres, Réo Fougères, Rellicac Horlogerie, Idéal Standart, et enfin le point sur Lip.

Dans l'article principal intitulé « coordonner les entreprises en lutte sur l'emploi : une nécessité qui correspond à une nouvelle situation. ». Le point est fait sur l'historique et le pourquoi de cette coordi-

nation. Le problème s'est posé lors des différentes rencontres « Portes Ouvertes » où les entreprises se rencontraient, et « il s'est précisé aux rencontres de Griffet, pour finalement se concrétiser lors de la réunion de Besançon... ». Elle répond à « un besoin d'échanges et de confrontations d'expériences », « à un besoin de liaison et de coordination entre les diverses expériences », à la « création d'une sorte de front commun des entreprises en lutte sur l'emploi ».

Nous en passons de larges extraits :

"C'est donc pour répondre collectivement à des besoins concrets, immédiats et similaires que les entreprises en lutte sur l'emploi ont entrepris cette coordination. Une question vient immédiatement à l'esprit : et le syndicalisme dans tout ça ?

La coordination des luttes n'est pas « la panacée universelle ». Elle ne doit donc pas nous faire oublier les autres problèmes « revendicatifs » habituellement posés aux travailleurs... mieux même, elle doit nous rendre plus sensibles à ceux-ci et plus ardents à les coordonner. C'est pourquoi nous préconisons comme premier travail « l'unification de nos UL et UD, du maximum de forces syndicales et politiques », ceci dans un secteur donné. A titre d'exemple (et bien que de nombreux progrès restent à faire !) citons l'expérience de Besançon : autour de l'UL et de l'UD-CFDT, tendent à s'unifier les travailleurs de l'horlogerie, de la micro-mécanique et plus largement ceux du textile (RPT), de l'Education nationale, etc.

Commençons par coordonner — là où nous sommes — autour de nos UL et UD, c'est la première exigence hors de laquelle parler de coordination nationale des luttes équivaut à se payer de mots...

Le rôle de la structure syndicale devrait être prépondérant dans la coordination. Nous sommes les premiers à le reconnaître... et les premiers à déplorer son absence. En effet — mis à part quelques fédérations dont Hacuitex — qui ont déjà réalisé un certain nombre de choses positives dans ce domaine — les autres fédérations — tant CGT que CFDT — sont étonnement muettes sur le sujet. Ceci explique en partie pourquoi les entreprises ont éprouvé le besoin de se coordonner... pour ne pas périr !

Nous souhaitons donc « une vigoureuse prise en charge de nos problèmes » par nos fédérations. C'est pour nous le plus sûr moyen d'aboutir !

Cependant, même dans l'hypothèse heureuse, d'une structure syndicale jouant pleinement son rôle « de coordinateur » il resterait l'espace suffisant pour justifier une coordination directe entre les entreprises en lutte sur l'emploi. Qu'on nous comprenne bien cependant.

Il faut se garder ici de deux excès :

- opposer deux rôles (celui des fédés et celui de la coordination des entreprises en lutte). A notre avis c'est là une interprétation erronée car, on ne peut opposer que ce qui est opposable... or, les deux rôles ne se jouent pas sur le même plan !

D'un côté, la structure (fédé, par exemple) a un rôle « unificateur ». C'est elle — et elle seule ! — qui est capable de donner à la coordination sa véritable dimension nationale. A ce titre sa présence est irremplaçable.

De l'autre, les entreprises en lutte, ont un besoin urgent de contact pour sortir de leur isolement et construire un rapport de force — à la base — que personne d'autre ne construira pour elles (en tout cas pas à leur place !). Ces deux rôles



SEPTEMBRE 1976
N° 4 - 2^e série
TOUT COURRIER
- Lip Unité -
U.L. C.F.D.T.
3, rue Champrond
25000 Besançon
ou
Bernard Billot
11, boulevard Blum
25000 Besançon

Bulletin des travailleurs et de la section C.F.D.T. LIP

coordination

Depuis la parution de Lip Unité, dont voici le quatrième numéro, nous avons affirmé notre désir de faire de ce journal un lieu d'expression écrite des entreprises en lutte sur l'emploi. Reconnaissons cependant que jusqu'à ce jour ce désir s'était assez peu matérialisé (un seul article dans le numéro trois) et que le petit découragement qui commençait à nous gagner n'était pas sans fondement... Nous avions seulement commis l'erreur d'être par trop impatient ! Le numéro quatre, que voici, le prouve : il contient 7 articles émanant des entreprises en lutte sur l'emploi.

Nous souhaitons bien entendu persévérer dans

cette voie — même si la présence d'articles sur Lip nous paraît indispensable. C'est pourquoi nous lançons un large appel à toutes les entreprises qui ne se sont pas encore exprimées, les invitant à le faire dès qu'elles en sentiront le besoin. Le phénomène d'occupation est devenu tellement massif (240 à 250 entreprises en occupation à ce jour !) qu'il est urgent de coordonner nos actions et de nous donner les moyens d'expression et de diffusion adéquats. Lip Unité — nous le souhaitons vivement ! — peut et doit devenir l'un de ces moyens. C'est pourquoi — dans la phase active de coordination que nous traversons — Lutte Unité devient Lip Unité.

loin de s'opposer se conjuguent et se complètent.

Le deuxième excès consisterait à trop vouloir accorder à la coordination. Par exemple, en voulant faire de celle-ci un lieu de rassemblement du chômage, des entreprises en lutte, des revendications quantitatives et qualitatives... étant entendu que ce point de vue est irréalisable dans la pratique (nous ne possédons pas — et ne posséderons jamais — l'outil nécessaire pour opérer un tel rassemblement) ce serait tenter la mise en place d'un nouveau syndicat ou d'une structure para-syndicale dont le résultat aurait pour effet d'appauvrir le syndicalisme ! Ce que nous ne voulons pas faire.

Le champ d'action des entreprises en lutte est donc volontairement limité. Il est limité dans le temps et dans l'espace.

Dans l'espace : c'est celui que nous avons déjà essayé de décrire. Il est constitué par tous les problèmes inhérents à l'occupation d'une usine : AG, collectif, commissions, production, unité du personnel, unité syndicale, relations avec les formations politiques, avec la presse, problèmes concrets du bon fonctionnement d'une garde de l'intendance, etc...

Et vers l'extérieur, problèmes de popularisation, d'information, etc...

Dans le temps : il est très exactement circonscrit à la durée de l'occupation.

C'est donc bien champ d'action, relativement restreint dans lequel cependant, les entreprises doivent solutionner le maximum de problèmes dans le minimum de temps. Cette « fréquence » constitue leur caractéristique essentielle et leur similitude. Ainsi — pendant la durée du conflit — une entreprise comme Lip, par exemple, est-elle plus proche de Réo (fédé Hacuitex) que de Peugeot (métallurgie comme Lip), il est donc bien normal que Lip et Réo cherchent à se rapprocher. Redisons le encore une fois, ce rapprochement s'impose (il est même imposé par les faits eux-mêmes) et

le fruit de celui-ci ne peut-être que bénéfique pour le syndicalisme."

ABONNEZ-VOUS
REABONNEZ-VOUS !

Renouvelez votre abonnement à Lip-Unité : Minimum 10 F. Chèque bancaire à l'ordre de Bernard Billot, 11, Bd Léon Blum Besançon 25 000...

TRIBUNE des luttes

Fédération inter-co CFDT COMMUNIQUE

Le préfet de l'Aude vient de licencier le secrétaire du syndicat CFDT des personnels de la préfecture du département : Gérard Cathala, auxiliaire de l'Etat depuis 4 ans.

L'administration préfectorale n'a rien à reprocher à cet agent et justifie ce licenciement par l'impossibilité de le titulariser. C'est, manifestement un abus de pouvoir qui cache mal une volonté délibérée d'éliminer un militant responsable d'une organisation syndicale dynamique et efficace. La CFDT vient d'emporter 22 sièges sur 26 aux dernières élections du personnel départemental.

Un recours est formé devant le tribunal administratif de Montpellier pour demander la suspension et l'annulation de la décision du Préfet.

Le pouvoir crispé sur ces échecs ne connaît que la répression pour répondre aux revendications des travailleurs. La « chasse aux sorcières » qui se développe dans la Fonction Publique n'épargne pas les Préfectures et les services départementaux et particulièrement les agents titulaires.

La fédération Inter-Co CFDT se félicite de la mobilisation ces travailleurs de la Fonction Publique de l'Aude et de la région pour exiger la réintégration de Gérard Cathala. La CFDT locale est rejointe par la CGT, Le PCF, les radicaux de gauche, les Jeunesses socialistes, la Ligue Communiste Révolutionnaire, le Comité régional d'Action Viticole et le Parti Socialiste.

La fédération Inter-Co CFDT attentive à la décision du Tribunal Administratif, met tout en œuvre en liaison avec les organisations locales, de la CFDT, pour que le camarade Cathala retrouve son emploi.

Paris 12 septembre 1976

23 OCTOBRE : JOURNEE D'ACTION CGT-CFDT

Une mobilisation sur les problèmes du chômage et de l'emploi des jeunes est annoncée par la CGT et la CFDT pour le 23 octobre. Les modalités de cette journée d'action n'ont pas encore été précisées sur le plan national, mais d'ores et déjà des initiatives sont prévues dans un certain nombre de régions.

Bretagne et Pays de Loire « vivre au pays »

En Bretagne cette journée interviendra dans une situation, dont chacun sait qu'elle est catastrophique, où le chômage officiel (chiffre des demandeurs d'emploi) continue de s'accroître alors qu'il est stabilisé au plan national (il y a 5 demandes d'emploi pour une offre au plan national en France, 7 pour 1 en Bretagne).

Cette journée, dont le thème central sera « vivre au pays », sera marquée par une manifestation centrale à Nantes. L'unité d'action CGT-CFDT, le fait que Nantes et le Pays de Loire soient « dans le coup » font qu'on peut s'attendre à une mobilisation importante.

Le 23 octobre peut constituer en Bretagne une journée relais pour le développement et la centralisation des luttes des ouvriers, des paysans, de la jeunesse, si elle s'inscrit dans une mobilisation déjà active face aux échéances de la rentrée : Fougères où rien n'est réglé, Transocéan, le procès des militants de la Fédération de l'Agriculture CFDT condamnés au titre de la loi anticasseurs, etc. L'insuffisance indécente des aides gouvernementales aux paysans victimes de la sécheresse, les implantations nucléaires toujours menaçantes, etc.

Correspondant

Clark-Equipement (Strasbourg) 195 licenciements ?

L'usine Clark à Strasbourg-Meinau dont la direction se trouve dans le Michigan (USA) et fabrique du matériel de travaux publics, envisage 195 licenciements, comprenant 16 cadres, 68 agents de maîtrise et 111 ouvriers, soit plus de 30 % du personnel de l'usine qui emploie actuellement 622 personnes.

L'effectif était de 730 personnes, il y a un an. Pour justifier ces mesures, la direction déclare une baisse d'activité de 53 %.

« L'Humanité 7 jours », hebdomadaire alsacien du PC rappelle à ce propos que le chiffre d'affaires de l'usine de Strasbourg a augmenté de 12 % en 73, 16 en 74 et 7,5 % en 75 et que Clark doit un milliard d'AF au fisc pour impôts non payés sur le bénéfice pour 71, 73, 74.

Les réductions d'horaires et le chômage conjoncturels sévissaient à l'usine depuis plus d'un an, entraînant une grève de 4 semaines en décembre 75, avec occupation de l'usine. La direction avait fait intervenir les CRS pour « libérer » l'usine.

La section CFDT a déjà réagi en invitant les travailleurs à refuser toute discussion avec la direction sur l'aménagement des licenciements.

Correspondant

● L'Union régionale CGT de l'industrie alimentaire fait état dans un communiqué de l'abandon de la « solution » industrielle qui avait été envisagée par la boulangerie Cadot. Cela confirme, continue le communiqué de la CGT « l'orientation gouvernementale et patronale de restructurer la boulangerie sans négocier l'amélioration des conditions de travail et la garantie de l'emploi de l'ensemble des salariés de la profession ».

● La société « Fidarec », entreprise de condensateurs qui emploie 96 personnes a déposé son bilan, en raison des « difficultés de trésorerie que connaît l'entreprise ».

● Le 5 septembre s'est achevé le 29^e congrès des mineurs qui a réaffirmé son attachement à la politique contractuelle « aussi bien contre les velléités de remise en cause de la part des autorités gouvernementales que contre les détracteurs syndicaux ».

Dimanche soir le congrès a élu son nouveau bureau fédéral. Jean Barnard secrétaire général de la CFTC a été réélu président de la Fédération des mineurs.

SNCF

un mouvement suivi

La forte participation des conducteurs au mouvement de grèves tournantes par régions lancées par la CFDT et la CGT du 1^{er} au 6 septembre s'est confirmée lors de la journée « temps fort » de vendredi. Elle devait continuer samedi en particulier au départ de Paris-Montparnasse (circulation réduite de moitié) et à Saint-Lazare où elle s'effectuait à 70 % sur les grandes lignes. Pour la banlieue le service n'était assuré qu'à 40 % sur Saint-Lazare, Montparnasse et Invalides. Cependant après le « temps fort » de vendredi, le mouvement de reprise s'accroît et les Assemblées générales, là où elles se sont tenues, ont voté la reprise du travail sans donner aucune perspective de mobilisations futures, ni sur les problèmes précis du T5, ni sur les problèmes qui se posent et se poseront aux cheminots concernant le statut P4 (durée du travail), l'augmentation des salaires, les effectifs.

Après le dépôt de bilan de la SICA-SAVA (Vendée)

L'attente et l'incertitude pour les 700 salariés

Depuis 15 jours, le bilan de la SICA est posé. Les fournisseurs qui refusent de livrer la matière première pour la fabrication des aliments, les clients qui desertent, les stocks qui augmentent, les menaces de chômage technique qui se précisent et pourtant, c'est l'attente pour 700 salariés alors que la production continue.

Challans : de notre correspondant

En tenue de travail, souvent tachée de sang, ils et elles défilaient à 300 mardi matin dans les rues de Challans.

Un temps gris, une manifestation laborieuse, et pourtant elles étaient nombreuses à entrer dans les magasins, qui à discuter un tract, qui à discuter avec les nombreux passants en ce jour de marché. Mais la procession restera obstinément silencieuse si l'on excepte les quelques prises de parole des délégués syndicaux devant le Crédit agricole et la mairie.

Car c'est bien d'une procession qu'il s'agit, ainsi en avait décidé les organisations syndicales. C'est un cercueil qui ouvrait la marche, on

pouvait y lire « non à la mort de la Sica » et puis le brouhaha des discussions, mais de slogans, point.

Attention donc de la CGT qui n'y va pas encore de son couplet sur le programme commun, attentisme de la petite section CFDT qui ne sait trop par quel bout s'y prendre pour ancrer le conflit dans la boîte tout en le popularisant à l'extérieur. La production continue donc et mardi matin pendant qu'ils battaient le pavé de Challans, leurs camarades assuraient la fabrication d'aliments.

En effet la marge de manœuvre est étroite pour les travailleurs car l'arrêt de la production signifierait l'étranglement pour nombre de

paysans qui ne manqueraient pas de le dire et « manu militari ».

Mais par ailleurs, l'attente, l'incertitude qui règne autour de la SICA incitent plus d'un producteur à livrer sa marchandise chez un concurrent privé sous l'oeil bienveillant des dirigeants FDSEA. Incitation, voire invitation à aller chez le concurrent choix dont ne se privent pas certains cadres de la SICA qui n'ont pas mis tous leurs atouts dans le même panier. Ainsi dans le service de conditionnement des oeufs a diminué la production de moitié, mettant les premiers salariés en chômage technique.

Alors, attendre combien de temps ? Comment dès maintenant

empêcher ce chômage et résister pied à pied, ancrant ainsi le conflit dans l'entreprise ?

Comment s'assurer le soutien de nombreux paysans (par exemple : 100 coopérateurs sur 800 ont livré de la marchandise avant nomination du syndicat, ils ne sont donc pas payés et cela se chiffre parfois en dizaines de millions d'AF).

Tout en dénonçant les pouvoirs publics, le ministère de l'Agriculture, les banques qui laissent pourrir la situation, les travailleurs devront y répondre et vite avant que la SICA ne soit liquidée et bradée.

Ce sont 700 emplois qui sont en jeu et à terme, c'est l'avenir de la région qui en dépend.

ENQUETE : ETRE EXPLOITE AUX PTT

Nous commençons aujourd'hui un reportage sur les PTT. Les problèmes de la rentabilisation, des conditions de travail, de la situation précaire des jeunes et des femmes, la combativité de ces nouvelles couches de travailleurs seront successivement abordés.

Les PTT, à l'heure actuelle c'est la « plus grosse entreprise de France » et un fromage considérable que les firmes du privé, françaises et multinationales, ont commencé à se partager sous la houlette de l'Etat-patron.

1/ La première entreprise de France

De loin, les PTT sont la première entreprise française pour le chiffre d'affaires. En 75, le chiffre des effectifs était de 400 000 travailleurs employés dont 80 000 auxiliaires qui ne bénéficient pas du statut de la Fonction Publique. Ils se placent ainsi au 2^e rang derrière l'Education Nationale (830 000), et devant la SNCF (283 000), St Gobain (139 500). En 74, le chiffre d'affaires est de 27 Milliards de francs, là le pompon est remporté par les PTT et c'est avec 2 milliards de francs de bénéfices que les PTT franchissent la ligne d'arrivée devant la CFP (pétrole avec « seulement » 847 millions), St Gobain et Rhône Poulenc.

Elle est la 9^e entreprise européenne au hit-parade de 1972. Que dire d'autre sinon qu'en 74, 11 milliards d'objets de correspondance lui ont été confiés, que le trafic a triplé depuis la guerre, qu'ils possèdent le plus grand parc automobile de France qui fait la navette entre les 17 000 bureaux de poste de l'hexagone.

Ces chiffres impressionnants reflètent bien l'importance de l'entreprise PTT dans la vie économique française. Place qui s'est accrue depuis 15 ans dans la mesure où : « l'intégration de plus en plus nette de l'économie nationale

dans le marché mondial rend indispensable au fonctionnement même du système l'existence de réseaux de communication rapides et denses. Le capitalisme a aujourd'hui un besoin vital de moyens d'action à distance. Ceux-ci constituent un élément essentiel de la croissance économique, en ce sens que la productivité de l'appareil de production et de commercialisation dépend pour une grande part de la rapidité et de la qualité de l'information. En France, cette information (commandes, factures, contrats, etc...) est entre les mains des PTT. » Le Gaullisme s'est servi de l'administration pour en faire un débouché décisif pour les secteurs à taux de profit élevé, informatique et télécoms. « Le jeu consiste à favoriser les regroupements et les fusions d'entreprises, à protéger le développement des groupes déjà existants par des marchés publics ». Les PTT sont ainsi le second gros client de l'industrie après l'armée.

Une pleine rentabilisation

De plein-pied dans le système économique, l'exploitation des PTT n'échappe pas aux impératifs de la



Dans un centre de tri

rentabilisation. L'objectif de la politique de démantèlement et de privatisation que mène avec acharnement le pouvoir est fort simple dans son principe : ainsi le rôle du secteur public comme agent de l'expansion économique doit s'effacer derrière l'initiative industrielle privée à laquelle l'Etat laisse une latitude plus grande. Il s'agit de restituer à l'industrie privée la partie la plus rentable des PTT et d'un autre côté de faire adopter dans les secteurs les moins rentables, mais sûrement pas les moins utiles pour les usagers des critères de gestion qui permettent une meilleure recherche de la productivité. Conséquence directe, contrôle de gestion, chasse aux temps morts, organisation scientifique du travail, appel aux entreprises privées de « rationalisation » du temps de travail pour réorganiser les postes de travail, mise sur électronique des Chèques Postaux, décentralisation du tri et mécanisation.

Bref, l'administration dans son fonctionnement passe à l'ère industrielle et c'est au privé qu'elle

réserve les profits maximum d'une telle politique.

Main basse sur la ligne

L'exemple des télécoms est suffisamment démonstratif pour être cité, même de façon sommaire, cela pour mesurer l'importance du gâteau que convoitent les industries privées de la construction électrique et électronique. C'est une industrie de pointe où l'accumulation du capital est très forte, au chiffre d'affaires (8 Milliards) très supérieur à la moyenne des industries françaises : + 18 % en 72. Elle est dominée par de grands groupes (CGE, Thomson, Brandt) et la multinationale ITT. Selon l'orientation du pouvoir, les PTT ont favorisé le développement du secteur télécoms de la CGE (groupe français, 130 000 pers). En 74, sur un total de 11,2 milliards, les PTT ont investi 10,3 milliards pour le développement des télécoms, mais la part du financement privé augmente sans cesse jusqu'à atteindre le tiers de cette somme.

Cela se fait par le biais de sociétés de financement (FINEXTEL, CODETEL) qui bénéficient de l'exonération d'impôts sur les sociétés. C'est cher et c'est un facteur de démantèlement parce que l'Administration n'est même plus propriétaire du matériel qu'elle utilise et que rapidement le pouvoir de décision réel sur les investissements appartient à ceux qui seront les premiers bénéficiaires de ces choix de développement. A cela s'ajoute la création d'une entreprise de téléphonie privée FRANCE-CENTREX. Le processus est ainsi officiellement entamé. Le timbre poste deviendra-t-il le plus cher du monde comme le téléphone ?

F.M

Les citations sont extraites d'un livre édité chez Maspéro par la fédé CFDT, « Des idiots par milliers », qui comporte une excellente première partie d'analyse sur l'histoire des PTT et le processus de démantèlement.

DEMAIN : LES IMMIGRES DE L'INTERIEUR

Cinq étudiants jugés à Toulouse le 8 septembre

LES REGLEMENTS DE COMPTE DISCRETS DE LA RENTRÉE

Toulouse émerge à peine du soleil aoûtien. Nombre de ses étudiants ne sont pas encore revenus de vacances. Quant à la rentrée universitaire, elle est encore loin. Pourtant dans deux jours, le mercredi 8 septembre, cinq étudiants comparaitront devant le tribunal de Grande Instance, au Palais de Justice de Toulouse.

Inutile de faire un dessin : de février à juin dernier, la grève des étudiants toulousains a été particulièrement dure, les examens ont été invalidés, la rentrée est encore incertaine... Alors, il faut faire un exemple, donner le ton.

L'accusation ne tient pas. Les premiers faits incriminés remontent au 26 février. La grève est alors effective au Mirail, la faculté de Lettres. Un tantinet provocateur, le Recteur, M. Chalin, n'hésite pourtant pas à venir goûter la cuisine du restaurant universitaire de l'endroit.

LES CRS IMPUNIS

Tony Roche, préfet de Région, commentant les suites de la manifestation du 13 avril à Toulouse : « Quelques trublions ont été interpellés. Ils sont présentement interrogés ». Arrestations et interrogatoires, selon les témoignages publiés par Rouge le 17 avril : « ...Tous les jeunes, étudiants ou pas sont dirigés vers les fourgons sous les coups. On voyait les flics les tirer par les cheveux... Dans le car, le tabassage continue. Une fille matraquée à la tête pisse le sang. Au commissariat de St Etienne, c'est à coup de matraques qu'on descend les jeunes des cars... Un par un les gars sont conduits à l'interrogatoire. Il fallait monter un escalier où une dizaine de mecs nous cassaient la gueule. Les interrogatoires eux-mêmes étaient musclés... ».

Les grèves étudiantes, ça le connaît : la Sorbonne n'était-elle pas sous ses ordres en 1968 ? Il n'est donc pas surpris, — il parlera des « risques du métier » —, quand 2000 étudiants l'invitent avec insistance à participer à leur assemblée générale. Il reste muet, se refusant à toute discussion avec ses interlocuteurs.

La leçon lui aura peu profité. A sa demande, deux étudiants sont inculpés. Bernard Melier est accusé d'avoir « porté », — ce sont les termes exactes du témoignage —, le Recteur du « restau-U » à l'amphi : geste serviable devenu voie de fait. Et Fancis Armaignac est tout bonnement accusé d'avoir pris la parole au micro. Sept heures à lui tout seul... A coup sûr un bavard intrarissable.

Un préfet à poigne

Deuxième épisode : la manifestation étudiante du 13 avril, dont un des thèmes était la levée des inculpations. Le climat des jours précédents n'a rien de serein. Le Préfet Tony Roche, multiplie les déclarations guerrières. Dans une lettre, le 9 avril, il accuse « un gang de terroristes fascistes » et dénonce « la délinquance des émeutiers... (qui) autant qu'elle dure, les met à l'écart des lois et règlements ». Pour le policier du rang, le sens de cet appel est sans ambiguïté : il faut frapper, ne pas hésiter à outrepasser la loi, le préfet couvre ! La manifestation, que les étudiants avaient pris soin d'autodéfendre collectivement, essuie donc des charges de CRS d'une violence inégalée à Toulouse. Vingt-trois étudiants sont arrêtés et proprement tabassés derrière les murs des commissariats. Le tri opéré, trois nouveaux inculpés sont passibles. Je la loi anti-casseurs, et des deux premiers, Bernard Melier, est gratifié d'un nouveau chef d'inculpation : celui de « meneur » de la manifestation.

Du résultat, le préfet est content. Le 21 avril, il met en cause la Ligue communiste révolutionnaire et déclare : « à toute nouvelle action violente, les forces de l'ordre répondront de façon violente ». Tony Roche : un préfet de guerre

Un préfet à la biographie édifiante

Présentement Préfet de Haute Garonne et Préfet de région Midi Pyrénées, Tony Roche est un professeur d'anglais qui commença une carrière administrative à la Libération. D'abord la coloniale, avec l'Algérie et la répression du mouvement nationaliste : il est sous-préfet à Guelma en 1948, et directeur de Cabinet du Secrétaire Général du Gouvernement Général de l'Algérie en 1953. Activités récompensées, puisqu'il est ministre d'Etat dans le cabinet Bourges Maunoury en 1957. Les premières années du gaullisme le verront plus discret (Sous-préfet à St Quentin en 1958), mais il se remettra vite. De 1964 à 1967, il est patron de la DST, directeur de la Sécurité du Territoire. Comme par hasard, c'est durant cette période que sera assassiné Ben Barka avec les complicités que l'on sait. Peut être est-ce pour cela qu'on le retrouvera ensuite préfet, jusqu'à son poste de Super Préfet à Toulouse en avril 1974.

civile qui parle comme ses flics cognent.

J. Krasny

• Le procès a lieu à 13H30 le 8 septembre. Un comité de soutien s'est créé à Toulouse

Pour Robert Pion, enseignant réprimé

A Grenoble, un enseignant PEGC, Robert Pion est réprimé sous prétexte pédagogique pour son activité syndicale et politique. Il passe aujourd'hui en conseil de discipline. Une manifestation se tient cet après-midi à 13 H 30 devant le Rectorat de Grenoble pour s'opposer à toute sanction.

56 sardines, 30 puces, 50 pieds de vigne et 893 boîtes de foie gras...

On y jette un coup d'œil, et puis on les met sous le coude : « au cas où ». En fin de journée elles forment un petit tas qui ne demande qu'à prendre la direction de la corbeille à papier. Dommage finalement.

Même si on peut vivre sans savoir que, par exemple, « 15 chiens d'une meute ont été empoisonnés par la strychnine par une main criminelle, dans leur chenil, près de Limoux ». Ou bien qu'un brave homme a mangé 56 sardines cuites en une demi-heure et remporté ainsi le concours organisé par un restaurateur de La Rochelle. Qu'en dépit de cette remarquable performance, les 7 participants au concours n'ont pu venir à bout des 1500 sardines offertes à leur gourmandise.

Il n'est pas non plus décisif que le casseur de statue de Lille a encore frappé. Après avoir brisé les pieds du célèbre « P'tit Quinquin », il s'en est pris aux statues du jardin des beaux-arts. Savez-vous depuis combien de temps dure ce petit manège : une dizaine d'années, pas moins !

La queue des puces

On ne rabiote pas non plus un paragraphe d'un article important pour signaler que les puces lancent une offensive de grand style sur la mairie d'Amneville en Moselle. Et pourtant les employés municipaux ont pu interrompre leur travail. Après nettoyage, ils se grattaient encore la tête. L'AFP nous apprend même que dès la réouverture des locaux « une trentaine de puces ont de nouveau envahi la mairie » ; la partie n'est pas gagnée. De quoi faire rêver plus d'un amateur de science-fiction...

92.000 francs de foie gras

Et puis il y a les petites choses inclassables. Ou caser par exemple l'information selon laquelle 500 pieds de vignes ont été arrachés dans la région de Cognac ? Que penser du commentaire de l'informateur local qui s'étonne que cet acte de vandalisme n'ait pas été revendiqué et qui estime pourtant « qu'il pourrait être l'objet d'une mé-

prise... ? Que faire de cette dépêche qui annonce que 893 boîtes de foie gras ont été dérobées à Orthez ? 893 qui représentent, selon les estimations, la coquette somme de 92.000 francs (le vol en sus de 4 boîtes de confits n'ayant pas été évalué... au point où on en était !).

La santé du raisin

Tout n'est pas triste, ni déroutant. Puisqu'on y est, il faut annoncer qu'il n'y a pas que la neige qui est précoce cette année. Le Beaujolais le sera aussi. Sa récolte a commencé samedi dernier et on est en avance de trois bonnes semaines sur les dates habituelles. « Le raisin éclate de santé, la maturation est rapide mais régulière ». Le vin nouveau sera là tôt et il sera bon. Alors de quoi se plaint-on ?

Voilà, un petit weed-end de chiens écrasés qui vous évitera de lire France Soir par dessus la tête de votre voisin. Vous n'en aviez rien à foutre ? C'est pourtant ça aussi l'actualité.

JF. Vilar

AVORTEMENT (3)

LAVAL : on renvoie les femmes de semaine en semaine

Votée le 17 janvier 1975, la loi Veil reste la loi la moins appliquée de France. (Cf Rouge n° 143 et 144). Nous commençons aujourd'hui une enquête sur le fonctionnement des centres d'orthogénie et la réalité d'application de la loi en publiant des informations sur le fonctionnement du centre d'orthogénie de Laval (en Mayenne) d'après une plaquette du groupe femmes de cette ville. Vous aussi, écrivez-nous, envoyez nous informations, témoignages, documents sur l'application de la loi dans votre ville, votre quartier.

A Laval, le centre d'orthogénie s'est ouvert un an et demi après le vote de la loi, dans le silence le plus total. Beaucoup de femmes ignorent son existence, et pourtant il refuse déjà de nombreuses demandes car il ne fonctionne que deux matinées par semaines. On renvoie les femmes de semaine en semaine. Pour beaucoup il reste à choisir entre un enfant non désiré, un avortement clandestin ou l'hospitalisation coûteuse dans une clinique privée, à Rennes, à Paris ou à l'étranger.

On dit de « Planification » qui se charge de l'information contraceptive. Tout est fait pour que ces deux centres n'aient aucun lien. Les locaux sont différents, les jours d'ouverture des centres sont différents.

Cette coupure se manifeste dans l'absence de rapports entre les deux équipes de travail : ceux du service de planification sont contre l'avortement et déclarent incompétents les médecins qui pratiquent les interruptions de grossesse.

Une action commune

« Ainsi les femmes venues pour une IVG repartent aussi démunies par rapport à la contraception. De plus, en isolant avortement et contraception, la loi a détourné le véritable sens de nos revendications qui est toujours : pouvoir disposer de notre corps et de notre sexe sans le lier automatiquement à la procréation » (plaquette du groupe femmes de Laval).

Enfin, le centre manque de personnel, médecins, infirmières, vacataires. « Isolement, sous-équipement, tout tend à en faire un avortoir ».

« Le groupe femmes conclut que la lutte pour l'extension et l'application de la loi peut être l'occasion de concrétiser par des actions communes la volonté des syndicats ouvriers et du mouvement de femmes d'obtenir l'avortement et la contraception libres et gratuits. »

Culpabiliser les femmes

Tout reste fait pour culpabiliser les femmes et si la loi interdit un avortement après dix semaines de grossesse, à Laval il ne faut pas être enceinte de plus de 7 semaines. Quand on sait le manque d'information dans lequel on tient les femmes, quand on tient compte de la semaine de réflexion imposée par la loi après la visite au médecin et des semaines d'attente à l'hôpital, on imagine le nombre de femmes qui seront finalement refusées parce qu'il est trop tard.

Dissociation totale entre avortement et contraception

Le centre d'orthogénie comprend un centre d'interruptions volontaires de grossesse et un cen-

Manipulations génétiques

UNE PREMIERE REUSSIE

Le professeur Har Gobind Khorana a réussi récemment une « manipulation génétique » : il est arrivé à introduire une particule synthétique dans une bactérie banale qui vit dans nos intestins. Ainsi le Pr Khorana a créé un gène, c'est à dire un des éléments de la cellule vivante qui décident de l'hérédité.

Sous le titre : « La médecine des gènes artificiels », Le Journal du Dimanche ouvre des perspectives radieuses : création de gènes permettant de lutter contre la prolifération de cellules cancéreuses, gènes capables de convertir l'azote en engrais. Et de conclure : « C'est le commencement d'une ère nouvelle, à l'égal de l'ère atomique et de l'ère spatiale ».

Tout en faisant état d'une nécessaire prudence à observer, et en rappelant que le cas de savants, comme le Pr Berg, qui ont d'eux-mêmes abandonné des travaux qui leur semblaient effrayants, Le Journal du Dimanche conclut que le jeu en vaut la chandelle. Cela n'étonnera pas de ce journal.

Nous publions ci-dessous la contribution d'un camarade chercheur en biologie, au ton bien différent.

« Rien n'est réglé »

Aujourd'hui, le rapport de force dans le milieu scientifique a été tel que les partisans de ces expériences ont gagné, au moins officiellement, la bataille.

maladies nouvelles et incurables, épidémies de cancers, rupture de l'équilibre écologique par apparition de nouvelles espèces non sélectionnées par l'évolution naturelle.

Pourtant des professeurs éminents continuent d'adresser des lettres violemment opposées à ce type d'expériences à des revues scientifiques comme la revue américaine Science ou la revue anglaise Nature. Aux Etats Unis, les universitaires et chercheurs regroupés dans l'organisation « Science for the people » continuent leur campagne contre les expériences.

Rien n'est réglé. En effet, ces expériences sont toujours aussi potentiellement dangereuses. Quelques risques : dissémination de

C'est en informant largement le public tout en mobilisant les chercheurs conscients que nous pourrions empêcher que ne surviennent des catastrophes dont on ne peut aujourd'hui prévoir l'importance. Ce n'est pas le PCF, et sa tendance majoritaire dans le syndicat des chercheurs scientifiques (SNCS-FEN), qui nous y aideront, eux qui ont saboté la mobilisation de l'année passée, au nom de leur grande campagne contre l'obscurentisme.

CINEMA

Un film de Bernardo Bertolucci

Une terre nourricière grâce au Pô qui coule au nord, des vignobles ensoleillés sur les contreforts des Apennins, des villes où la Renaissance a laissé avec les églises et les palais une empreinte de pierres vivantes : l'Emilie est au début du siècle (*Novecento*) la quintessence de l'Italie.

Mais il y a deux Emilies. Celle des grands bourgeois enrichis devenus propriétaires fonciers à la vie oisive... Et celle des paysans et des braciants (metayers) à la vie dure, inquiets de la St Martin, le jour du renouvellement annuel du bail où les propriétaires les expulsent souvent... il faut bien que les usines du nord industriel tournent : on manque toujours de prolétaires !

Le film de Bertolucci reproduit, non seulement l'existence même de ces deux Emilies dans l'espace (Olmo, le fils de Braciante et Alfredo, le fils de « bourgeois ») mais aussi dans le temps, entre l'Emilie blanche de 1900 et l'Emilie rouge de 1945.

Si le choix de l'Emilie est pour Bertolucci une affaire sentimentale (il y est né) il est surtout un symbole : l'Emilie est un peu le berceau social, culturel de l'Italie, là où l'idée révolutionnaire de l'unité italienne fut la plus populaire. Il est par conséquent logique que le mouvement ouvrier y fit ses premiers pas et ensuite le Parti communiste (municipalité à Bologne en 1920), de la résistance au fascisme à la libération de 45 et des régions « rouges ». Il y a là une pensée commune à Gramsci et au PCI qui fait du Parti le continuateur de l'unité nationale et le véritable légataire testamentaire des chemises rouges...



L'histoire sans leçon

Il se passe, autour du film Bertolucci, un phénomène assez exemplaire : la plupart des critiques, glissant tantôt du contenu historique à la forme cinématographique, et tantôt, à l'inverse, de l'écriture au message politique, cherchant finalement — chacun avec son moyen, chacun pour son public — à réduire la portée de *Novecento* à celle d'un manifeste politique du PCI. Staliniens et maoïstes pour la presse bourgeoise, il est, pour *Libération* le film « officiel du compromis historique ».

Imposture de la critique traditionnelle qui voit dans ce tour de passe-passe, l'occasion d'éviter l'essentiel : comment ça fonctionne. Et il faut reconnaître que ce n'est pas simple. Le silence de la critique sur le rôle de la sexualité dans ce film, pour ne prendre qu'un exem-

ple, est révélateur. Le film (d'ailleurs interdit au moins de 18 ans) est traversé (en tout cas dans sa première partie, la seule que nous ayons vue) d'un bon nombre de séquences où la sexualité occupe l'écran tout autant que la lutte des classes. L'histoire et la sexualité ne se renvoient pas l'une à l'autre, l'une expliquant l'autre et vice-versa, le film ne conjugue pas mais il fait éclater ces éléments et il ne ressort de cela aucune ligne directrice, route large sur laquelle le spectateur pourrait parcourir son chemin dans l'air pur en se chantonnant un air de clairon.

C'est que *Novecento* ne se veut pas, n'est pas un discours dans lequel chaque personnage jouerait le rôle symbolique de sa classe dont il porterait, à lui tout seul, les espoirs, les intérêts et les valeurs. Comme le note justement J. Dufrot dans *Politique-hebdo*, Bertolucci privilégie l'individu collectif (concept gramscien) sur le personnage héroïque. Les individus (les personnages)

réagissent devant les événements de la vie et de l'Histoire, non seulement en fonction de l'Histoire avec un grand H (c'est à dire en fonction du rapport de force existant entre les classes) mais aussi en fonction de leur histoire propre. A ce titre, *Novecento* serait une leçon d'histoires.

Devant la naissance, devant la sexualité, devant la mort, ce sont des individus vivants, de chair et d'os, qui réagissent et non les signes vides de sang parce que trop plein de sens qu'on déplace au gré des tournants politiques sur l'écran réaliste-socialiste.

Les personnages ne sont pas des locomotives ; première proposition bien connue : ils ne font pas l'histoire ; proposition corollaire : l'histoire ne les fait pas non plus, ils ne sont pas des consciences incarnées, ils sont des éléments de fiction dans un film où l'histoire n'est ni reconstituée ni commentée mais rêvée, souvenue, désirée...



Gérard Depardieu (à gauche) et Robert de Nizo sont les moteurs de 1900

Bertolucci de Parme

Bertolucci est né à Parme en 1941 et a passé son enfance dans la campagne émilienne qu'il filme dans *1900* et dans *La Stratégie de l'Araignée*. Son père était un poète et écrivait sur le cinéma.

Son premier film a été un court métrage sur les rites de l'égorgeement des porcs dans les campagnes. Il a publié un recueil de poèmes qui a obtenu le prix Viareggio.

Ensuite, à partir de 1961, il travaille avec Pasolini sur *Accatone* et réalise en 1962, *La Commare Seca* d'après un texte du même Pasolini.

C'est avec *Prima de la Rivoluzione* qu'il attire l'attention de tous ce qui s'intéresse au jeune cinéma. Dans ce film qui raconte l'engagement avorté d'un jeune intellectuel aux côtés du PCI on peut voir précisément poser le type de problème que *1900* résoud.

En 1968, il tourne *Partner* qui reprend le problème dans une optique très proche de celle de Godard, du *Godard d'alors*.

L'année suivante, il réalise son chef d'œuvre : *La stratégie de l'araignée* où il inaugure sa réflexion sur les rapports de l'histoire et des illusions qu'elle engendre dans la conscience contemporaine.

1970 : *Le Conformiste* aborde dans le même sens la question du fascisme. Puis, *le Dernier Tango à Paris*.

Le Conformiste, en son temps, annonçait déjà cette préoccupation de Bertolucci : c'est la dialectique du film qui commande. Le film n'est pas la décalcomanie d'une dialectique extérieure (c'est-à-dire imaginaire : comme si l'histoire pouvait s'écrire une fois pour toutes), mais une machine à contradictions historiques. Il ne s'agit pas tant d'un film sur une période historique donnée que d'un film sur la nature même de l'histoire, laquelle n'est pas, semble-t-il, le paradis des certitudes.

1900 n'est pas un film didactique, sa véritable unité est dans la participation du film lui-même à la culture dont il parle, à laquelle il s'intègre par des voies et voix non objectives. *1900* se comprend comme un produit de la culture qu'il parcourt, que Bertolucci place dans une catégorie du « National populaire » de Gramsci. « Le vrai thème du film, dit Bertolucci, pour moi, c'est la mort, dans ce siècle, de la figure du patron, ce qui peut paraître relever de l'utopie, mais

qui est certain au niveau symbolique ».

L'histoire devient légende

le petit garçon qui dans la séquence d'ouverture, quand les paysans donnent la chasse aux fascistes, dit à son patron qu'il n'y a plus de patrons, place le film exactement là où nous pouvons le comprendre : pas dans une affirmation de réalité mais dans la constitution d'une certitude nouvelle dans la révolte paysanne, de même le partisan qui, le jour de la libération, parcourt la campagne en chantant et se fait tuer par un fasciste embusqué.

De là toutes les distorsions, et elles sont innombrables, que subit l'histoire réelle dans ce film. Elle devient légende, elle devient active.

M. Corti
P.F. Domaine
J.M. Masson

Le deuxième acte dans un mois

On ne peut voir, pour l'instant, à Paris que la première partie de *1900*. Dans sa totalité, le film dure près de six heures. Il est évidemment très difficile dans la vie de tous les jours de trouver six heures pour aller voir un film, et ceci indépendamment de la mauvaise volonté des distributeurs peu enthousiasmés par ce genre d'expérience. Bertolucci avait pensé à faire programmer les deux parties du film dans deux salles voisines. Cette solution n'a pas été retenue par la distribution. Dommage, nous ne verrons donc la seconde partie de *1900* que dans un mois ou deux. Précision utile : nous parlons ici du film sans avoir vu cette deuxième partie.

DE L'EMILIE BLANCHE A L'EMILIE ROUGE

Une fresque obscure

Bertolucci est assurément un des plus grands metteurs en scène de notre temps, et pourtant la première partie de 1900 nous fait l'impression d'un film raté. C'est-à-dire d'un film qui rate son objet, ou son objectif : l'histoire. L'ambition de Bertolucci est grande : broser une fresque historique, qui pour l'essentiel à travers les destins parallèles de deux individus, restitue la trame des luttes de classes et du destin historique de son pays dans la phase cruciale qui va de la fin du XIX^e au triomphe du fascisme.

Il faut le dire, l'approche de Bertolucci est infiniment courageuse et originale : le point d'ancrage de sa fresque est la campagne et la paysannerie où les rapports de classes et la dynamique des luttes sociales ne se laissent pas aisément mesurer (surtout au cinéma ou dans la littérature) à l'aune d'un marxisme sommaire. En ce sens, Bertolucci s'inscrit dans la continuité de nombre de ces artistes ou intellectuels italiens en rupture de stalinisme (Silone par exemple), qui virent dans l'immense Italie paysanne le point d'achoppement des analyses sommaires du marxisme dogmatique de leur époque et le lieu d'enracinement de l'irrationnel dans l'histoire de leur pays tout au long du XX^e siècle.

Chromos

Mais, au-delà de cette préoccupation fondamentale (qui renvoie à des préoccupations qui hantaient Gramsci lui-même), il nous semble que Bertolucci a, pour l'essentiel, échoué. Le reproche principal que nous adresserons à son film est d'être frappé du sceau d'un populisme qui véhicule la trame historique sous forme de chromos édifians. Au-delà de la beauté des images, du très grand art des situations, nous sentons souvent le metteur en scène tomber dans l'édification. Le pédagogisme est un peu lourd. Le parti même d'opposer, souvent terme à terme les actes de la vie du peuple paysan à ceux de leurs exploitateurs, les grands propriétaires incline fortement la narration dans ce sens. L'opposition du repas de la communauté paysanne, et presque une Cène biblique, où s'érige en grand le mythe du peuple sain, simple, droit et travailleur, opposé au ténébreux repas de famille des propriétaires,

grande fête de la décadence, où s'entredéchirent les uns et les autres sur fond de mets somptueux et de perspectives d'héritage. Opposition de l'amour sain et simple de ceux d'en bas aux impasses érotiques de ceux d'en haut. Opposition des joies et des plaisirs simples des uns aux distractions frelatées des autres. Opposition de la mort désespérée du patriarcat-propritaire (Burt Lancaster dans un rôle clin d'œil au Guépard) à l'optimisme combattant et serein du vieux chef de la communauté paysanne...

Les décadents et les autres

Cette accumulation d'oppositions simples tend irrémédiablement à donner au film un aspect pesamment démonstratif, didactique. Les rapports sociaux et les luttes de classes à la campagne sont appréhendés à travers le prisme d'un manichéisme simplificateur. Nous sommes frappés de constater à quel point Bertolucci excelle à peindre les classes décadentes dans leurs faits et gestes et dans leur psychologie profonde et à quel point son art devient naïf, plat, décoratif et parfois même béatifiant lorsqu'il s'agit de mettre en relief l'action et l'état d'esprit des classes montantes : voir à ce sujet l'image d'Epinal vraiment mièvre que constitue la scène où paysannes et paysans s'opposent à l'expulsion par l'armée d'un des leurs.

Un art figé

Dans ce film, l'art de Bertolucci apparaît absolument figé. La dialectique des faits sociaux et historiques en est pratiquement absente : le triomphe du fascisme tient en deux scènes : dans une église, les gros

propriétaires constituent une caisse noire pour payer des bandes armées sous l'œil bienveillant du curé : ils n'acceptent plus l'incurie de l'Etat et de l'armée face au développement de l'agitation paysanne et veulent passer à l'action ; seconde scène, une bande fasciste incendie une maison du peuple « gardée » par une poignée de vieillards. La qualité esthétique de ces deux scènes ne se discute pas : elle est très grande.

Mais de fait, la politique concrète est absente de cette démarche. Qu'est-ce qui relie la seconde de ces scènes à la première ? Suffit-il que les agrariens brisent leur cagnote pour que triomphe le fascisme ? Evidemment non. L'histoire que dépeint Bertolucci est obscure et donc désespérée. Et ici, la qualité du parti-pris de Bertolucci sa volonté de partir de l'Italie « profonde » où se noue en effet, pour une part, le destin du pays au début du siècle, se retourne en son contraire. Le mouvement ouvrier est absent de son récit. Et c'est de cette absence historique que surgissent toutes les confusions et qu'on émane finalement l'odeur d'un populisme désespéré : voir la scène du cortège mortuaire des victimes de l'attentat fasciste, à la dérive au travers de la bourgade.

Histoire obscure

Les cartes postales de Bertolucci ne sont pas l'histoire. A sa démarche s'oppose selon nous celle, dialectique, d'un Rosi, qui, à partir d'un événement, déroule l'écheveau des rapports et des luttes de classes et fait surgir, dans sa logique historique, une situation politique (Cadavres Exquis).

Bertolucci, comme tant d'autres cinéastes italiens de grant talent, n'est pas complètement sorti des brumes opaques du stalinisme. L'histoire passée et présente de son pays, lui reste pour une part obscure, son appréhension en reste faussée, distordue, comme l'est celle des plus grands, Visconti, les frères Taviani et même Rosi (voir l'ambiguïté calculée ou pas de la fin de Cadavres Exquis). Une histoire à reconquérir, à comprendre, au delà du fascisme et du stalinisme.

Alain Brossat
Jean-François Vilar

Giroud, nouveau secrétaire d'Etat à la culture, à France-Inter « Ouvrez la télé, fermez les yeux »

Au secrétariat d'Etat à la condition féminine, Françoise Giroud avait joué les utilités. Se préoccupant peu des conséquences qu'avait la politique de son gouvernement sur la situation des femmes — des femmes travailleuses en particulier — elle s'était contentée de phrases rassurantes et creuses. Elle n'avait pas longtemps fait illusion : les femmes n'avaient rien à attendre d'un régime dont le seul objectif était de sortir le capitalisme de sa crise.

Aujourd'hui ce qui restait du masque libéral de F. Giroud finit de tomber. Le secrétaire d'Etat à la Culture — puisque c'est là le nouveau poste qu'elle occupe en toute

bonne conscience — a donné, vendredi, sur France-Inter sa définition de la culture : « c'est d'abord, a-t-elle déclaré, ce que nous avons tous en commun, du plus humble de tous les français au plus cultivé. ».

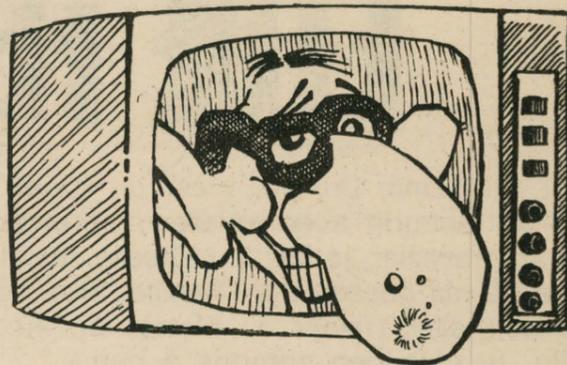
Voilà qui annonce la couleur : ce gouvernement n'a pas l'intention de faire quoi que ce soit pour le développement de la culture en France. A quoi bon d'ailleurs, puisque le plus humble de tous les français...

L'inodore et l'incolore

F. Giroud poursuit : « la culture est multiple, elle peut être scientifique, sportive, historique, artisti-

que, mais elle est avant tout ce qui échappe à l'utilitaire ». Façon comme une autre d'annoncer que les efforts de son gouvernement porteront sur l'inodore, l'incolore et le sans saveur, sur ce qui échappe à l'utilitaire... pas pour tout le monde.

Véhicule privilégié de cette « culture » libérale avancée, la télévision a toutes les grâces aux yeux de Françoise Giroud. « Nous vivons tous, dit-elle, enfermés dans un quotidien très rude... La culture c'est la clé qui permet de sortir de cette prison là. ». Nous connaissons, nous, une autre clé. Mais l'avenir qu'elle ouvre n'est pas celui de F. Giroud. Il est vrai que l'ancienne directrice de l'Express s'est essouffée longtemps à enfoncer des portes ouvertes...



télévision

-LUNDI 6 SEPTEMBRE

TF 1

- 12.30 L'île au trésor (feuilleton)
- 13.00 Journal
- 13.35 TV Régionale
- 13.50 Paul Temple
- 14.45 L'imagination au galop : nés du feu
- 17.35 Pour les jeunes
- 19.20 Actualités régionales
- 19.20 Une minute pour les femmes
La rentrée des classes
- 19.45 Le village englouti (feuilleton)
- 20.00 Topkapi (1964)
Un film de Jules Dassin. Nous sommes loin des grands films noirs de Jules Dassin (les Forbans de la nuit, Cité sans voile) Une œuvre commerciale, sans passion, ni surprise.
- 22.25 Ombre et lumière
André Masson et Georges Matthieu. Ou la rencontre bizarre d'un peintre révolutionnaire et d'un académicien réac.
- 23.35 Journal

A 2

- 13.05 TV Régionale
- 15.00 Flash d'information
- 15.05 Aujourd'hui Madame
Une émission sur le travail féminin, avec la participation d'Evelyne Sullerot...mais sans représentantes du mouvement syndical, ni du mouvement de femmes.
- 15.55 Mission impossible
- 16.45 Le sport a ses saisons
... que le capital comprend fort bien !
- 17.15 Ma sorcière bien aimée
- 17.45 Vacances animées
- 18.15 Ce jour-là, j'en témoigne : 6 juin 44
- 18.40 Le palmarès des enfants
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Bonjour Paris (feuilleton)
- 20.00 Journal
- 20.30 Ticket de rétro
ce qu'il y avait de plus affligeant il y avait quarante ans. Ça n'a pas vieilli.
- 21.35 Mémoire de papier
de plus en plus rétro : on remonte jusqu'aux mérovingiens

FR 3

- 18.45 Pour la jeunesse
- 19.05 Magazines régionaux
- 19.40 Tribune libre : questions à l'égise
La dernière homélie-mélo d'un anti-léfévre ou pas ...
- 19.55 Flash journal
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Prestige du cinéma : Vos Gueules les mouettes !
Il est vrai que la bête française a, à l'étranger, un certain prestige.
- 21.50 Journal

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal « Rouge » 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NUM..... PRENOM.....

ADRESSE : RUE..... N°....

VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)

	NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN	300 F	200 F	500 F
6 MOIS	150 F	100 F	250 F
3 MOIS	80 F		130 F



ETRE FEMME EN ESPAGNE

...« Eh ! Dis donc, Durruti, c'est du travail de femme que tu fais là ! » Durruti lui répondit avec rudesse : « Prends en de la graine ! Quand ma femme va travailler, je fais la vaisselle, les lits et la cuisine. Je donne aussi mon bain à ma gosse et je l'habille. Si tu t'imagines qu'un véritable anarchiste doit aller trainer au bistrot ou au café pendant que sa femme travaille, tu n'as rien compris à rien ».

Manuel Pérez

LES GROUPES DE FEMMES AVANT ET PENDANT LA GUERRE CIVILE



La république de 1931 en Espagne, a voté des réformes minimales dont les femmes profitent. Le divorce est possible si de « bonnes causes » sont invoquées. Le droit de vote est accordé aux deux sexes à 23 ans. Le mariage civil est reconnu. Les droits d'association et de réunion sont votés, ainsi que le suffrage universel. Les droits politiques sont ouverts aux femmes : trente partis politiques existent, trois millions de travailleurs sont organisés dans les syndicats. La journée de travail de 8 heures est acceptée.

En 36 l'avortement est légalisé ; des refuges pour les femmes, pour les prostituées s'ouvrent.

En réponse à l'insurrection militaire du 18 juillet 36 dirigée contre la République, un immense élan de spontanéité se fait jour. Cette spontanéité dépasse de loin les prévisions des partis politiques et de leurs directions (CNT : Confédération Nationale du Travail- mouvement anarchiste). Partout des femmes sont présentes. Elles jouent un rôle déterminant dans les comités, les milices, sur le front. Elles sont parties prenantes de la révolution sociale.

C'est le mouvement libertaire qui a le plus d'influence sur la conscience des femmes espagnoles, mais il n'a pas été le seul mouvement : déjà dans les années 20, est apparu un mouvement pour la défense du droit des femmes qui avait une orientation carriériste et réformiste, basée sur la condition de la femme au travail. Plus tard, vers 37, le mouvement à l'initiative du PC, anime des cercles de femmes dont « l'Union des jeunes filles », les « femmes anti-fascistes », « la Pasionaria » avec Dolorès Ibarruri et « l'union des jeunes mères ». D'après Payne, dans son livre *La révolution espagnole*, les cellules de l'organisation de « la jeunesse socialiste » comprenaient à cette époque 29021 femmes.

Du côté libertaire il y a la conscience de changer les rapports entre les gens. Notons néanmoins que le mouvement libertaire est très divisé sur le problème des femmes,

partagé entre une conception réactionnaire de la femme, influencée par Proudhon, et la conception de Bakounine qui demande l'égalité complète entre la femme et l'homme. Les anarchistes espagnols ont adopté la position de Bakounine, au Congrès de Saragosse en 36, malgré cela on refuse à « Mujeres Libres » l'intégration au mouvement libertaire en octobre 38 sous prétexte qu'une organisation de femmes serait un élément de désunion dans les rangs libertaires.

L'influence des « Mujeres Libres »

Le groupe de femmes « Mujeres Libres » pose le problème de la double lutte des femmes : lutte politique et lutte en tant que femme. La femme doit contribuer à la construction d'une société de communisme libertaire et à la fois lutter pour en finir avec sa propre op-

pression.

Ce groupe a une très grosse influence et à la fin de septembre 36, il anime un réel travail dans les transports, les services publics, la garde des enfants, les vêtements et les brigades susceptibles de remplacer les hommes qui sont au front.

« Mujeres Libres » savent qu'elles ont un rôle fondamental à jouer dans l'éducation des femmes. Il faut les sortir de leur passivité séculaire due à l'ignorance et à leur esclavage (mélange de la domination arabe et ecclésiastique qui a maintenu la domination du mâle et la résignation de la femme). A la campagne la plupart des femmes sont analphabètes : « Mujeres Libres » ouvre des centres de formation à Valence, Madrid, Barcelone ou sont organisées des cours de formation professionnelle et d'alphabétisation.

L'accent sur l'éducation

Mujeres Libres consacrent une partie de leur propagande à l'éducation des enfants. Une grande partie des femmes espagnoles sont mères au foyer. « Mujeres Libres » refuse tout autoritarisme en matière d'éducation des enfants. Elles veulent une éducation libératrice qui respecte les instincts et la sensibilité des enfants, mais qui est quelque peu utopique si on en croit cette déclaration :

« Les enfants ne doivent être ni catholiques, ni socialistes, ni communistes, ni libertaires. Les enfants doivent être ce qu'ils sont : des enfants. C'est un crime... que de déformer la psychologie infantile ».

Elles ouvrent une école destinée aux enfants réfugiés de la guerre :

La Escuela Granja. A propos d'éducation, on peut leur reprocher de l'avoir toujours envisagée sous l'angle de la mère. Jamais le rôle du père dans l'éducation des enfants n'a été envisagé.

Après l'éviction de certains propriétaires et patrons, des collectivités naissent çà et là en Espagne. Pour les habitants et les habitantes de ces communautés, cela implique un changement dans le mode de vie, dans le degré d'aliénation au travail, et dans les loisirs si tant qu'ils ou elles en ont. Les libertaires sont très nombreux dans ces collectivités et ont pour but de faire évoluer les rapports entre les membres de cette communauté. Les anarchistes en général sont pour l'union libre basée sur la confiance mutuelle, mais paradoxalement on continue dans les communautés à célébrer les mariages pour avoir l'occasion de faire la fête et par la suite, on déchire le document qui unit les mariés. Mujeres Libres n'a pas vraiment abordé le problème du couple ; elles se contentent de critiquer la pseudo-libération qui a lieu dans les milieux anarchistes et qui ne profite qu'aux hommes.

« Mujeres Libres » insiste beaucoup sur la participation de la femme au travail social, surtout dans une période où il faut remplacer la main d'œuvre masculine partie à la guerre. « A travail égal, salaire égal » : tel est leur mot d'ordre, et pourtant dans ces collectivités où l'influence libertaire se fait beaucoup ressentir, le salaire des femmes reste souvent inférieur. Par exemple, à Puigcerda, la femme ne gagne que 35 pesetas par semaine alors que l'homme en gagne 50.

Les femmes et les armes

Les femmes ont participé activement à la résistance. En août 36 à Barcelone, elles font preuve d'une réelle assurance face à l'ennemi. Dans les milices auxquelles elles appartiennent, elles portent le pantalon ce qui aurait été impensable auparavant. A Madrid, elles défilent par centaines pour collecter de l'argent pour le « Secours Rouge International ». En novembre 36, un bataillon de femmes se bat et résiste devant Ségovia. Des femmes et de très jeunes filles sont là dans la rue, sur les barricades, armées, prêtes à payer de leur vie une victoire sur les fascistes.

Radio-Madrid appelle les femmes à se battre avec de l'huile bouillante et des couteaux. Elles mettent sur pied des comités de quartiers qui s'occupent du ravitaillement, des munitions, des communications, des repas pour les combattants du front, etc... Elles ont contribué activement à la défense aérienne, et à la surveillance de l'ennemi sous toutes ses formes. Il n'est pas rare de voir des manifs de femmes réclamant une baisse de prix et qui rappelle les suffragettes de la première guerre. A Barcelone les

jours de Mai 37 sont violents : beaucoup de femmes en sont victimes et c'est par centaines qu'elles sont arrêtées.

« Nous ne voulons pas de femmes avec des diplômes, nous voulons de bonnes mères ».

C'est la fin de la période de libéralisation, c'est la fin de la république. Tous les acquis des années 31-36, sont piétinés dans la boue par le généralissime Franco. Pourtant après les massacres franquistes, des femmes ont continué à résister en Espagne, ou se sont réfugiées en France ; d'autres sont tuées ; d'autres encore sont emprisonnées. Un journal phalangiste annonce en 1940 que 280 enfants ont été baptisés dans les prisons, cela donne une idée du nombre de femmes emprisonnées...

« La femme est la servante de l'homme » déclare Franco. Il crée dans la Phalange, la « Seccion Femenista », chargée de répandre la bonne parole, celle de Dieu le père, celle du dictateur.

Ces dames de la Phalanges font des kermesses, des parades avec les enfants des écoles et leurs mamans. Dans les écoles, elles enseignent des chants qui vantent les vertus de la mère, de la patrie et de la mère-patrie. La religion est obligatoire, le mariage civil n'a plus aucune valeur. 90 % des femmes croient en Dieu. Communions, baptêmes, cérémonies religieuses qu'elles qu'elles soient reprennent de la valeur. L'église exerce sa censure sur tout, l'art, la culture, les vêtements : le port du pantalon est prohibé ; à Valence les piscines pour hommes sont séparées des piscines pour femmes. La virginité est glorifiée. L'homme a plein pouvoir sur sa femme et ses enfants. Il a le droit de commettre l'adultère, mais c'est un crime si c'est la femme qui s'y avise. Et combien de prostituées, d'homosexuelles croupissent dans les prisons...

1976 : toujours esclave de l'homme et du régime

En 76, la condition de la femme n'est pas beaucoup différente de ce qu'elle était en 39. La femme, aux yeux de la législation fasciste, reste l'esclave de l'homme et du régime. Il lui faut encore la signature de son mari pour louer une maison et pour obtenir un passeport... L'homosexualité est toujours un crime, l'avortement est interdit.

Cependant quelque chose est en train de changer dans l'Espagne d'aujourd'hui : le mouvement autonome des femmes qui s'est développé très récemment, après des décennies de fascisme (cf Rouge n°58 et 98) est de plus en plus fort et mène une lutte quotidienne pour la libération de la femme et le renversement de la dictature.

KAREN

Devant la prison de Carabanchel

